

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**DIVERS DISPOSITIFS D'AMÉNAGEMENT : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES -  
RECONQUÉRIR LES FRICHES FRANCILIENNES - RÉHABILITER PLUTÔT QUE CONSTRUIRE -  
SOUTIEN À L'URBANISME TRANSITOIRE : 18ÈME SESSION**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	8
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	14
<a href="#">Annexe 1 : Fiches projets 100 quartiers écologiques et innovants</a>	15
<a href="#">Annexe 2 : Avenant 2 conv cadre QIE Achères</a>	26
<a href="#">Annexe 3 : Avenant 1 conv cadre QIE Chambourcy</a>	29
<a href="#">Annexe 4 : Avenant 1 conv cadre QIE Mantes la Jolie</a>	32
<a href="#">Annexe 5 : Avenant 1 conv cadre QIE Aubervilliers</a>	35
<a href="#">Annexe 6 : Avenant 1 conv cadre QIE L'Hay les Roses</a>	38
<a href="#">Annexe 7 : Avenant 1 conv cadre QIE Villiers sur Marne</a>	41
<a href="#">Annexe 8 : Avenant 1 Chelles opération EX061834</a>	44
<a href="#">Annexe 9 : Fiches projets réhabiliter plutôt que construire</a>	50
<a href="#">Annexe 10 : Fiches projets soutien à l'urbanisme transitoire</a>	57

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Par ce rapport, la commission permanente est invitée à se prononcer sur plusieurs volets du secteur de l'aménagement durable du territoire.

### 1. Aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »

#### 1.1 Attribution de subventions aux lauréats de précédentes sessions

Sur l'ensemble des lauréats des 14 sessions des 100 quartiers innovants et écologiques, au vu du calendrier prévisionnel des programmes d'actions, il est proposé de soutenir 4 bénéficiaires pour un montant de **8 458 224,50 €** en faveur des 4 quartiers suivants :

- quartier « Cœur de ville République » à Grigny (91), lauréat de la 10<sup>ème</sup> session,
- quartier « Centre-bourg » à Morigny-Champigny (91), lauréat de la 13<sup>ème</sup> session,
- quartier « Fort d'Aubervilliers » à Aubervilliers (93), lauréat de la 9<sup>ème</sup> session,
- quartier « Centre-ville » à Valenton (94), lauréat de la 14<sup>ème</sup> session.

Ce montant est disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002063 « 100 quartiers innovants et écologiques » du budget 2025.

Cette affectation relève du contrat de plan 2021-2027, volet 3 « aménagement durable et cohésion des territoires », sous-volet 31 « soutien aux opérations d'aménagement durable », projet 3101 « 100 quartiers innovants et écologiques ».

#### 1.2. Avenants de prorogation de la convention-cadre relative à divers quartiers innovants et écologiques

Afin de permettre la réalisation complète des actions prévues dans les quartiers innovants et écologiques ci-après désignés, il est proposé un avenant portant sur la prorogation de deux ans des conventions-cadres suivantes :

- Quartier lauréat de la 5<sup>ème</sup> session :
  - avenant n° 2 à la convention-cadre du quartier « ZAC de la petite arche » à Achères (78)
- Quartiers lauréats de la 9<sup>ème</sup> session :
  - avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier « Plaine Nord » à Chambourcy (78)
  - avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier « Val fourré (partie sud) » à Mantes-la-Jolie (78)
  - avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier « Fort d'Aubervilliers » à Aubervilliers (93)
  - avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier « Centre-ville » à L'Haÿ-les-Roses (94)
  - avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier « Marne Europe » à Villiers-sur-Marne (94)

### **1.3 Réaffectation du solde de la subvention pour l'opération « Restructuration des espaces publics du pôle d'échange multimodal Bras de fer - Parc aux lièvres » rattachée au quartier innovant et écologique « Bras de fer - Parc aux lièvres » à Evry (91)**

Par délibération n° CP 17-272 du 5 juillet 2017, le quartier innovant et écologique « Bras de fer - Parc aux lièvres » à Evry (91) a été désigné lauréat de la 2<sup>ème</sup> session.

Parmi les deux opérations de ce quartier figure l'opération n° EX034951 « Restructuration des espaces publics du pôle d'échange multimodal Bras de fer - Parc aux lièvres » affectée à hauteur de 2 000 000 € par délibération n° CP 2018-290 du 4 juillet 2018. Un acompte d'un montant de 291 403,07 € a été versé à la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart en juin 2022.

Suite à un problème technique interne à la Région dans le cadre du retraitement des caducités des engagements, le solde de la subvention a été apuré par erreur.

Afin de permettre le versement du solde de la subvention au profit du bénéficiaire, il est proposé de réaffecter la somme de **1 708 596,93 €**.

Ce montant est disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme PR 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 451002066 « 100 quartiers innovants et écologiques » du budget 2025.

Cette affectation relève du contrat de plan 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 61 « stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », action 611 « Accompagnement des territoires bâtisseurs ».

### **1.4 Avenant n° 1 à l'opération n° EX061834 à Chelles**

Par délibération n° CP 2022-103 du 23 mars 2022, l'opération de requalification de l'avenue du gendarme Castermant et de la rue Gabriel de Mortillet (EX061834), portée par la commune de Chelles (77), a fait l'objet d'un soutien régional dans le cadre du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques ».

L'attribution de la subvention correspondante d'un montant de 1 050 000 € a donné lieu à la conclusion d'une convention de financement, pour soutenir la commune de Chelles.

Par délibération du conseil municipal de Chelles en date du 24 juin 2025, la commune a modifié le traité de concession d'aménagement, afin de confier l'aménagement complet du secteur Castermant à la société publique locale d'aménagement d'intérêt national (SPLA-IN), Marne et Chantereine Chelles Aménagement (M2CA).

Dans le prolongement de cette démarche, en date du 8 juillet 2025, par courrier conjoint de la commune de Chelles et de la SPLA-IN M2CA, la commune de Chelles a demandé le transfert du bénéfice de la subvention régionale attribuée au titre de l'opération de requalification de l'avenue du gendarme Castermant et de la rue Gabriel de Mortillet (EX061834), à la SPLA-IN M2CA, devenu l'aménageur.

A ce jour, aucun début de versement de la subvention n'a été réalisé en faveur de la commune de Chelles ; il est donc proposé à la commission permanente d'adopter l'avenant n°1 à la convention de financement EX061384 ainsi que la fiche-projet modifiée en annexe audit avenant, actant le transfert de la subvention d'un montant de 1 050 000 € à la SPLA-IN M2CA.

Cette modification est sans impact sur le montant de la subvention régionale.

## **2. Dispositif « reconquérir les friches franciliennes » : désaffectation de l'autorisation de programme relative à l'opération n° EX067966 "démolition de l'ancienne usine Mornet pour la création d'un parc » à Garges-lès-Gonesse (95)**

Par délibération n° CP 2022-408 du 10 novembre 2022, la commission permanente a approuvé l'octroi d'une subvention de 200 000 € en faveur de la commune de Garges-lès-Gonesse pour son projet de démolition de l'ancienne usine Mornet pour la création d'un parc (n° EX067966) et affecté les crédits correspondants.

Par courrier en date du 15 mai 2025, la commune de Garges-lès-Gonesse a informé la Région de l'abandon de l'opération en question. Aucun acompte n'ayant été versé à la commune pour cette opération, il est proposé de désaffecter l'autorisation de programme concernée pour un montant de 200 000 €.

## **3. Dispositif « réhabiliter plutôt que construire »**

Il est proposé au vote de la commission permanente, 3 nouveaux projets ayant reçu un avis favorable du comité technique :

- Réhabilitation d'une maison pour des locaux d'utilité publique à Courquetaine (77)
- Réhabilitation d'un pavillon en maison d'assistants maternels à Romainville (93)
- Création d'une maison de la jeunesse à Taverny (95)

pour un montant total de **469 394,94 €**.

Ce montant est disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2025.

## **4. Dispositif « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » : résultat du 18ème appel à manifestation d'intérêt**

La région Île-de-France poursuit son engagement initié en faveur de l'innovation urbaine, avec la 18<sup>ème</sup> session de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ». Cet AMI vise à valoriser le temps long des projets en Île-de-France afin de générer activités, culture et animations sur des espaces voués à une stérilisation foncière pendant plusieurs années.

Ses modalités sont définies par la délibération cadre n° CR 101-16 du 16 juin 2016, modifiée par les délibérations n° CP 2016-608 du 16 novembre 2016, CP 2017-522 du 18 octobre 2017, CP 2022-057 du 28 janvier 2022 et CP 2025-018 du 30 janvier 2025.

Sur 16 dossiers reçus et examinés par le jury réuni le 27 juin 2025, il est proposé de soumettre à

l'examen de la commission permanente **15 projets** pour validation et proposition d'affectation représentant un montant total de **1 029 429,91 €** d'autorisations de programme, disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2025.

En conclusion, le présent rapport mobilise un montant total d'affectations de :

- **8 458 224,50 €** disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002063 « 100 quartiers innovants et écologiques » du budget 2025 ;

Cette affectation relève du contrat de plan 2021-2027, volet 3 « aménagement durable et cohésion des territoires », sous-volet 31 « soutien aux opérations d'aménagement durable », projet 3101 « 100 quartiers innovants et écologiques ».

- **1 708 596,93 €** disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme PR 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 451002066 « 100 quartiers innovants et écologiques » du budget 2025 ;

A cet effet, il convient de transférer un montant d'autorisations de programme de **1 708 596,93 €**, disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100206 « 100 quartiers innovants et écologiques » du budget 2025, afin d'abonder le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme PR 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 451002066 « 100 quartiers innovants et écologiques » du budget 2025.

Cette affectation relève du contrat de plan 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 61 « stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », action 611 « Accompagnement des territoires bâtisseurs ».

- **1 498 824,85 €** disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2025.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 25 SEPTEMBRE 2025

#### DIVERS DISPOSITIFS D'AMÉNAGEMENT : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES - RECONQUÉRIR LES FRICHES FRANCILIENNES - RÉHABILITER PLUTÔT QUE CONSTRUIRE - SOUTIEN À L'URBANISME TRANSITOIRE : 18ÈME SESSION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code de la construction et de l'habitation ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code de l'urbanisme ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

**VU** la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ÉLAN ;

**VU** le décret n° 2025-517 du 10 juin 2025 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 approuvant la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

**VU** la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 portant approbation du règlement d'intervention de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

**VU** la délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016 portant création du dispositif de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire et approuvant la convention type-correspondante ;

**VU** la délibération n° CP 16-608 du 16 novembre 2016 portant sur la 1<sup>ère</sup> session du dispositif de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire : désignation des lauréats et affectations de crédits - reconduction du partenariat avec la maison de l'architecture en Île-de-France (MAIDF) ;

**VU** la délibération n° CP 16-609 du 16 novembre 2016 portant sur la 1<sup>ère</sup> session des 100 quartiers innovants et écologiques, la désignation des lauréats et l'affectation de crédits ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CP 2017-272 du 5 juillet 2017 relative à la deuxième session des 100 quartiers innovants et écologiques, la désignation des lauréats, l'affectation de crédits 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> sessions et la dernière affectation de crédits relatifs aux projets « nouveaux quartiers urbains » ;



**VU** la délibération n° CP 2017-522 du 18 octobre 2017 modifiant le règlement d'intervention et la convention type du dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;

**VU** la délibération n° CP 2018-290 du 04 juillet 2018 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats de la 4<sup>ème</sup> session et attribution de subventions ;

**VU** la délibération n° CP 2018-519 du 21 novembre 2018 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : quatrième rapport pour 2018 et aide à l'ingénierie territoriale : troisième affectation pour 2018 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-452 du 18 novembre 2020 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : 3<sup>ème</sup> rapport pour 2020 et à l'aide à l'ingénierie territoriale : 4<sup>ème</sup> rapport pour 2020 ;

**VU** la délibération n° CR 2020-055 du 19 novembre 2020 relative aux premières propositions issues de la COP Île-de-France 2020 pour l'aménagement durable des collectivités ;

**VU** la délibération n° CP 2021-198 du 1<sup>er</sup> avril 2021 relative à la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2022-025 du 19 mai 2022 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-333 du 22 juillet 2021 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : 2<sup>ème</sup> rapport pour 2021, contrats d'aménagement régional et contrat régional territorial : 4<sup>ème</sup> affectation pour 2021 et avenants ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2022-057 du 28 janvier 2022 modifiant le règlement d'intervention et la convention-type du dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;

**VU** la délibération n° CP 2022-103 du 23 mars 2022 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques – 1<sup>er</sup> rapport pour 2022 – projets partenariaux d'aménagement – SEM Citallios : autorisation d'une prise de participation ;

**VU** la délibération n° CP 2022-334 du 23 septembre 2022 relative à divers dispositifs d'aménagement : contribution en faveur de l'EPL Paris la Défense - partenariat avec l'IPR - PPA RN20 - RPC - 100 QIE - reconquérir les friches - soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire - CPIER vallée de la seine ;

**VU** la délibération n° CP 2022-408 du 10 novembre 2022 relative aux dispositifs 100 quartiers innovants et écologiques, urbanisme transitoire, reconquérir les friches franciliennes, adhésion au CEREMA, convention avec RTE, affectation dans le cadre de l'élaboration du SDRIF-E, CPIER Vallée de la Seine, partenariat avec l'IPR ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1<sup>er</sup> juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle : 2<sup>ème</sup> rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

**VU** la délibération n° CP 2023-272 du 21 septembre 2023 portant sur divers dispositifs d'aménagement : 100 quartiers innovants et écologiques, PPA Mont d'Est à Noisy-le-Grand,

reconquérir les friches franciliennes, soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire, affectation SDRIF-E, SAEM Citallios et CPIER Vallée de la Seine ;

**VU** la délibération n° CP 2023-393 du 17 novembre 2023 relative à divers dispositifs d'aménagement : 100 QIE, reconquérir les friches franciliennes, urbanisme transitoire, convention de financement avec l'EPFIF, partenariat avec l'Institut Paris Région et CPIER Vallée de la Seine ;

**VU** la délibération n° CP 2025-018 du 30 janvier 2025 relative à divers dispositifs d'aménagement : Institut Paris Region, affectations d'autorisations d'engagement et dispositif de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;

**VU** le budget de la région Ile-de-France pour 2025 ;

**VU** l'avis de la commission du logement et de l'aménagement ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2025-229 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

#### **Article 1 :**

Décide, au titre de **l'aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »**, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches-projets figurant en annexe 1 à la délibération pour un montant prévisionnel maximum de **8 458 224,50 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes aux modèles-types approuvés par la délibération n° CP 2021-198 du 1<sup>er</sup> avril 2021 modifiée, soit la convention bipartite en cas de maîtrise d'ouvrage directe, soit la convention tripartite en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée à un aménageur, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, une autorisation de programme d'un montant de **8 458 224,50 €**, disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002063 « 100 quartiers innovants et écologiques » du budget 2025.

#### **Article 2 :**

Approuve l'avenant n° 2 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « ZAC de la petite arche » à Achères (78) figurant en annexe 2 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

#### **Article 3 :**

Approuve l'avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Plaine Nord » à Chambourcy (78) figurant en annexe 3 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 4 :**

Approuve l'avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Val Fourré (partie sud) » à Mantes-la-Jolie (78) figurant en annexe 4 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 5 :**

Approuve l'avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Fort d'Aubervilliers » à Aubervilliers (93) figurant en annexe 5 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 6 :**

Approuve l'avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Centre-ville » à l'Haÿ-les-Roses (94) figurant en annexe 6 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 7 :**

Approuve l'avenant n° 1 à la convention-cadre du quartier innovant et écologique « Marne-Europe » à Villiers-sur-Marne (94) figurant en annexe 7 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 8 :**

Décide de réaffecter en faveur de l'opération n° EX034951, une autorisation de programme d'un montant de **1 708 596,93 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme PR 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 451002066 « 100 quartiers innovants et écologiques » du budget 2025.

**Article 9 :**

Décide de transférer à la société publique locale d'aménagement d'intérêt national (SPLA-IN), Marne et Chanteraine Chelles Aménagement (M2CA), la subvention de 1 050 000 € attribuée antérieurement à la commune de Chelles dans le cadre du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques » par délibération n° CP 2022-103 du 23 mars 2022, pour l'opération de requalification de l'avenue du gendarme Castermant et de la rue Gabriel de Mortillet.

Approuve l'avenant n° 1 à la convention de financement de l'opération n° EX061834 figurant en annexe 8 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve en conséquence la fiche-projet modifiée figurant en annexe 8 à la délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec la SPLA-IN M2CA de l'avenant n°1 à la convention EX061834.

**Article 10 :**

Décide, à la demande du bénéficiaire, de retirer la subvention relative à l'opération n° EX067966 « démolition de l'ancienne usine Mornet pour la création d'un parc » attribuée à la commune de Garges-lès-Gonesse (95) par délibération n° CP 2022-408 du 10 novembre 2022 à hauteur de 200 000 €.

Désaffecte en conséquence l'autorisation de programme correspondante d'un montant de **200 000 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002093 « aménagement durable et innovation urbaine-friches » du budget 2025.

**Article 11 :**

Décide, au titre de l'aide régionale « **réhabiliter plutôt que construire** », de participer au financement de 3 opérations détaillées dans les fiches-projets figurant en annexe 9 à la délibération pour un montant prévisionnel maximum de **469 394,94 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 2021-167 du 1<sup>er</sup> avril 2021 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme d'un montant de **469 394,94 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2025.

**Article 12 :**

Sélectionne au titre de la 18<sup>ème</sup> session du dispositif « **soutien régional aux initiatives d'urbanisme transitoire** », 15 projets proposés par le jury tels que présentés dans les fiches-projets figurant en annexe 10 à la délibération.

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien régional aux initiatives d'urbanisme transitoire », au financement de ces projets par l'attribution de subventions pour un montant total de **1 029 429,91 €**.

Subordonne l'attribution de chaque subvention aux projets définis ci-dessus, à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 2022-057 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 029 429,91 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine – friches » du budget 2025.

**Article 13 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à

compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projets en annexes à la délibération, par dérogation à l'article 17 (alinéa 3) et à l'article 29 (alinéa 3) du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 : Fiches projets 100 quartiers écologiques et innovants**

**DOSSIER N° EX095857 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES -CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE HALLE DE MARCHÉ ET D'UN PARKING SOUTERRAIN - QUARTIER "CENTRE VILLE" - COMMUNE DE VALENTON (94)**

**Dispositif** : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

**Délibération Cadre** : CR90-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	6 110 580,00 € HT	30,00 %	1 833 174,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		1 833 174,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VALENTON  
Adresse administrative : 48 RUE DU COLONEL FABIEN  
94460 VALENTON  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur METIN YAVUZ, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 20 mars 2025 - 30 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond à la date du dépôt du dossier sur Mesdemarches.

**Description :**

La commune de Valenton propose l'opération "Construction d'une nouvelle halle de marché et d'un parking souterrain" inscrite dans le programme d'actions du quartier Centre-ville de Valenton. Ce projet de quartier est désigné lauréat de la 14ème session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" par la CP du 17 novembre 2023.

Le centre-ville au sens large (environ 40 ha) s'est dégradé avec le temps et va faire l'objet d'une redynamisation à travers une offre de logement renforcée et plus qualitative (construction de 600 logements prévue dans les dix prochaines années), une revitalisation du commerce, un meilleur maillage au reste de la ville notamment grâce à l'arrivée du téléphérique, tout en s'appuyant sur le patrimoine



historique et naturel ainsi que sur son marché très dynamique. La ZAC Cœur de ville constitue le secteur opérationnel à court terme centré sur la place du marché et ses abords (1,87 ha). Portée en initiative par Valophis Habitat en tant qu'aménageur, elle a donné lieu à une convention partenariale avec la ville et l'EPT signée le 24 février 2023. La nouvelle halle de marché sous maîtrise d'ouvrage de la ville est également inscrite dans le programme d'actions, avec le réaménagement de la place Paul Vaillant Couturier et du chemin des Aulnettes.

La présente opération porte sur la construction d'une nouvelle halle de marché, pour répondre aux attentes des usagers, toujours plus nombreux. Sur une surface de plancher d'environ 1 000 m<sup>2</sup>, elle présentera des façades et une toiture fractionnée pour tenir compte du dénivelé du site. Le niveau bas accueillera une quinzaine d'étals de commerçants, des sanitaires et locaux techniques et le niveau haut un projet de restauration dans le prolongement du plateau de la mairie. Un dernier niveau accueillera le reste des locaux techniques. Le projet respectera la RT 2012 et fera appel aux matériaux biosourcés (label biosourcé niveau 2 visé, avec un taux d'incorporation minimum de 24 kg/m<sup>2</sup> de produits biosourcés – niveau de performance C1 du référentiel E+C- visé pour les émissions de carbone) avec un large recours au bois dans les systèmes constructifs (charpentes, murs à ossature bois, lames bois en façade...). L'implantation de panneaux photovoltaïques sur la toiture en zinc est à l'étude. Afin de contribuer au confort d'été, les débords de toiture assureront le rôle de brise-soleil en façade sud, est et ouest, tout en préservant un éclairage naturel optimal. Ils seront complétés par des persiennes de bois ajourées fixées sur la majeure partie des ensembles vitrés ouvrants situés en parties hautes de la halle pour assurer une ventilation naturelle, en complément des portes d'accès. Un système de ventilation double-flux est prévu pour la brasserie, dont le chauffage sera assuré par une pompe à chaleur. Les eaux pluviales de toiture seront récupérées dans une cuve de rétention pour l'arrosage des espaces verts et le nettoyage des voiries.

Le volume de la halle sera modulable, pour préserver la possibilité de changements d'usage dans le temps. Elle pourra également accueillir des événements éphémères en dehors des jours de marché.

Un parking souterrain d'une centaine de places et 16 places deux-roues permettra de libérer l'espace public de la voiture pour développer les espaces de mobilités douces et la végétalisation.

Les travaux porteront principalement sur les lots suivants : terrassement, fondations, gros œuvre, charpente/couverture/étanchéité, menuiseries, traitement des façades, aménagements intérieurs tels que cloisons, faux-plafonds, sols, peintures, mobilier et équipements intégrés, élévateurs, chauffage, plomberie, électricité...

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Le montant estimatif de l'opération s'élève à 6 375 978 € HT, plafonné à 6 110 580 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

#### **Localisation géographique :**

 VALENTON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

### **PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	5 729 478,00	89,86%
ETUDES ET HONORAIRES	646 500,00	10,14%
Total	6 375 978,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	1 833 174,00	28,75%
ETAT Dotation politique de la ville 2024 (obtenue)	262 375,00	4,12%
METROPOLE DU GRAND PARIS - Centres-villes vivants études (obtenue)	27 500,00	0,43%
METROPOLE DU GRAND PARIS - Centres-villes vivants travaux (à solliciter)	500 000,00	7,84%
COMMUNE	3 752 929,00	58,86%
Total	6 375 978,00	100,00%

**DOSSIER N° EX096135 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CREATION D'UN JARDIN ETHNOBOTANIQUE - COMMUNE DE MORIGNY-CHAMPIGNY (91)**

**Dispositif** : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

**Délibération Cadre** : CR90-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	392 442,00 € HT	31,86 %	125 050,50 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		125 050,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MORIGNY-CHAMPIGNY

Adresse administrative : 5 RUE MAIRIE  
91150 MORIGNY CHAMPIGNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bernard DIONNET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 3 novembre 2025 - 30 avril 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Morigny-Champigny propose l'opération "création d'un jardin ethnobotanique" inscrite dans le programme d'actions du quartier centre-bourg. Ce projet de quartier, porté par la commune, a été lauréat de la treizième session du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques » par délibération n°CP2022- 408 du 22 novembre 2022.

La commune souhaite aménager un jardin ethnobotanique et pédagogique de 5 500 m² sur une zone de prairie située à l'arrière de la mairie, en bord de Juine, au cœur du centre-bourg. Cet espace classé en zone UCb au PLU sera requalifié en zone naturelle, végétalisé et non construit, dans une démarche de lutte contre le changement climatique.

Le projet vise à créer un lieu de partage, de pédagogie et de détente ouvert à tous, habitants de la commune comme des environs. Il s'agit de faire découvrir la diversité végétale et ses milieux de vie, tout en favorisant les pratiques écologiques comme la permaculture ou l'agroforesterie. Grâce à la proximité des écoles, le jardin offrira également un support pédagogique pour les enseignants pour des sorties scolaires de proximité.

Le jardin comprendra plusieurs espaces thématiques :

- Un amphithéâtre en plein air pour des événements culturels ;
- Des espaces plantés selon des usages précis (plantes médicinales, dépolluantes, etc.) ;
- Une aire de jeux pour les enfants ;
- Une zone boisée centrale pour la fraîcheur et la biodiversité ;
- Un kiosque de lecture au bord de la rivière.


Des panneaux explicatifs accompagneront la visite, en présentant les végétaux et leurs rôles. Un parcours « phil'eau » proposera des citations inspirées de la nature, allant de l'Antiquité à aujourd'hui, pour agrémenter les promenades en bord de Juine.

Ce jardin a vocation à devenir un lieu emblématique de la commune, renforçant les liens sociaux entre anciens et nouveaux habitants du quartier retenu au dispositif 100 QIE et dans le cadre plus large de la requalification du centre-bourg.

#### Détail du calcul de la subvention :

Les travaux sont estimés à 392 442 € HT. La subvention régionale est de 125 050,50 € soit 31,8%. Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Morigny-Champigny a retenu l'option de financement régional de 50% maximum dans la limite de 1 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

#### Localisation géographique :

 MORIGNY-CHAMPIGNY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU JARDIN (cheminements, mobilier, plantations...)	392 442,00	100,00%
Total	392 442,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	125 050,50	31,86%
CA ETAMPOIS SUD- ESSONNE	50 000,00	12,74%
COMMUNE	217 391,50	55,39%
Total	392 442,00	100,00%

**DOSSIER N° EX095657 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION D'UN EQUIPEMENT CULTUREL MULTIFONCTIONNEL - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART**

**Dispositif** : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

**Délibération Cadre** : CR90-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041512-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	13 333 333,00 € HT	30,00 %	4 000 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		4 000 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE  
SENART  
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES  
91080 EVRY COURCOURONNES  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur MICHEL BISSON, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 6 mai 2025 - 28 janvier 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit des honoraires identifiés par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

**Description :**

La communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart (CA GPS) propose l'opération "construction d'un pôle culturel multifonctionnel" au sein du quartier "cœur de ville" porté par la ville de Grigny et la CA GPS et lauréat de la 10ème session du dispositif "100 quartiers innovants et économiques" désigné à la CP 2021-233 du 22 juillet 2021.

Le nouvel équipement culturel, d'une surface totale de 6 700 m², se situera au sein de la ZAC « cœur de ville », projet d'aménagement global qui s'étend sur 70 ha à Grigny, dont l'objectif est de rééquilibrer l'offre de logements, d'emplois et d'équipements.

Au sein de ce nouveau quartier est prévu un pôle culturel multifonctionnel dont l'ambition est le renforcement de l'activité et de l'attractivité de ce secteur de l'Essonne, de favoriser la mixité fonctionnelle

et de créer un point fédérateur entre les différents quartiers à l'échelle de la ville : le centre-ville / centre ancien, le quartier de Grigny 2 et celui de la Grande Borne.

Ce pôle culturel sera composé de plusieurs entités :

- une médiathèque, comprenant un plateau et deux salles de travail.
- un conservatoire de musique et de danse, comportant 15 salles d'enregistrement, de pratique et d'éveil musical, une salle dédiée à la danse, ainsi qu'un auditorium de 150 places.
- un pôle dédié aux arts visuels, constitué d'espaces de pratiques artistiques et d'un pôle numérique « Micro-Folies », incluant un espace de création commun et mutualisé (fablab) accessible aux différents usagers.
- la salle polyvalente Sydney Bechet, destinée à accueillir les manifestations aujourd'hui organisées dans le centre existant du même nom, situé à proximité de la dalle de Grigny 2. Contrairement à l'actuelle, cette nouvelle salle favorisera la pratique amateur, les spectacles publics et scolaires, tout en permettant d'accueillir des représentations professionnelles au cours de l'année.
- un pôle administratif, comprenant des locaux communs à l'ensemble des entités culturelles, les bureaux de la direction générale, des annexes techniques ainsi qu'un logement de fonction pour le gardien.

Le projet intègre également des aménagements extérieurs significatifs. En plus d'un parvis, il est prévu la création d'un jardin privatif, directement relié à une terrasse attenante à la cafétéria. La parcelle accueillera par ailleurs 25 places de stationnement pour les véhicules légers du personnel, ainsi que 10 emplacements pour les vélos.

L'équipement prévoit des modes constructifs et des modalités de mise en œuvre respectueux de l'environnement :

- respect des réglementations thermiques RE2020 et RT2012, avec l'exigence d'intégrer des matériaux biosourcés,
- structure en béton, charpente métallique et façades en bois,
- traitement de l'air par centrale double flux et système de rafraîchissement adiabatique,
- toitures en sheds (structures à versants uniques ou à dents de scie permettant un éclairage zénithal optimal, une meilleure luminosité naturelle, un entretien facilité et une gestion optimisée des eaux pluviales), pouvant accueillir un réseau de panneaux photovoltaïques d'environ 200 m<sup>2</sup>,
- raccordement au réseau de chaleur urbain fonctionnant grâce à la géothermie,
- gestion des eaux pluviales à la parcelle : les surfaces imperméables (stationnement, parvis) seront traitées avec des matériaux perméables et un système de récupération permettra leur réutilisation pour l'arrosage des espaces extérieurs ou pour l'alimentation des sanitaires de l'équipement. Des noues paysagères sont également prévues.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier. Le programme d'action comprend la seule opération relative à la construction d'un équipement culturel multifonctionnel. Le montant prévisionnel de cette opération (maîtrise d'œuvre et travaux) est estimé à 23 720 504 € HT, plafonné à 13 333 333 € HT.

#### **Localisation géographique :**



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES ET MAITRISE D'OEUVRE	3 598 334,00	15,17%
TRAVAUX	19 622 170,00	82,72%
ACQUISITIONS FONCIERES	500 000,00	2,11%
Total	23 720 504,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
REGION	4 000 000,00	16,86%
ETAT - DRAC (sollicité)	2 910 749,00	12,27%
ETAT - ANRU (acquis)	9 993 923,00	42,13%
DEPARTEMENT 91 (acquis)	1 000 000,00	4,22%
CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART	5 815 832,00	24,52%
Total	23 720 504,00	100,00%

**DOSSIER N° EX096165 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - AMENAGEMENT DE LA COURONNE BOISEE - QUARTIER DU FORT D'AUBERVILLIERS (93) - GRAND PARIS AMENAGEMENT**

**Dispositif** : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

**Délibération Cadre** : CR90-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041712-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	8 333 333,33 € HT	30,00 %	2 500 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		2 500 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GRAND PARIS AMENAGEMENT

Adresse administrative : 11 RUE DE CAMBRAI  
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

Représentant : Monsieur Stephane DE FAY, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 septembre 2025 - 31 décembre 2029

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Grand Paris Aménagement, aménageur, propose l'opération "Aménagement de la couronne boisée" au sein de la ZAC du Fort d'Aubervilliers située à Aubervilliers (89 489 habitants - INSEE 2019). Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier "Fort d'Aubervilliers", porté par l'établissement public territorial Plaine Commune, lauréat de la 9<sup>ème</sup> session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné à la CP2020-452 du 18 novembre 2020. Ce secteur a fait l'objet d'une prise d'initiative par le conseil d'administration de l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP), devenue depuis Grand Paris Aménagement (GPA), le 6 décembre 2011. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé par la délibération du 28 mars 2013 du conseil d'administration de GPA et la ZAC du Fort d'Aubervilliers a été créée par arrêté du préfet de Seine-Saint-Denis le 26 février 2014.

Le projet consiste en l'aménagement des différents espaces paysagers de la ZAC sur une surface totale de 27 830 m². Le principe d'aménagement repose sur la création d'un continuum entre la couronne boisée historique (correspondant aux bastions latéraux, au mur d'enceinte et aux douves, soit 24 000 m²) et le projet de parc central continu qui traverse la ZAC du nord au sud.



Sur la couronne boisée historique, l'objectif consiste à valoriser ce milieu boisé, rare en première couronne parisienne, en transformant un boisement rudéral moyen en un habitat forestier de type chênaie-charmaie. Par conséquent, ces espaces ne seront pas accessibles au public afin d'en préserver la biodiversité.

Pour le parc central, plusieurs sous-espaces peuvent être distingués (du nord au sud) : le bastion nord (7200 m²), l'allée des casemates (1700 m²), la prairie sèche (7600 m²), le parc des portes (5000 m²), l'espace ludique (3030 m²) et le jardin des tertres (10 500 m²). Ces différents espaces seront aménagés en fonction des différents usages qu'ils sont amenés à accueillir (espaces de promenade piétonne et de mobilités cyclables ; de mise en valeur d'œuvres d'artistes ; de préservation de la biodiversité ; pédagogique ; ludique pour les enfants ; de détente). L'espace ludique sera aménagé au-dessus de la dalle du futur parking ne permettant pas la plantation d'arbres de hautes tiges. Aussi, il est prévu d'installer des ombrières pour limiter les îlots de chaleur urbain. Certains espaces (bastions nord, latéraux, etc.) seront fermés la nuit afin, d'une part, de protéger la biodiversité et, d'autre part, pour des raisons de sécurité. A l'inverse, le parc des portes constituera la centralité principale du quartier et restera ouvert en permanence.

Afin de réaliser ce projet, sont prévus des travaux de terrassement, de voirie, de cheminements, d'éclairage, de génie civil, de réseau (assainissement, eau, fibre, chauffage urbain, éclairage) et en la pose de mobilier et de clôtures. Afin de compléter le caractère paysager et environnemental, la plantation d'une végétation multi-strates est prévue (plantation de 581 nouveaux sujets, etc.) pour favoriser et préserver la biodiversité et de permettre une gestion alternative des eaux pluviales. Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", l'EPT Plaine Commune a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% dans la limite de 4M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Les trois opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre totalisent un montant prévisionnel de 23 081 316 €. Le coût total de l'opération est estimé à 9 135 757,51 €, plafonné à hauteur de 8 333 333,33 €. La subvention est calculée au taux de 30%.

#### Localisation géographique :

 AUBERVILLIERS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPR :** AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES DE MAÎTRISE D'OEUVRE	317 458,76	3,47%
TRAVAUX	8 818 298,75	96,53%
Total	9 135 757,51	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	2 500 000,00	27,36%
GRAND PARIS AMENAGEMENT	6 635 757,51	72,64%
Total	9 135 757,51	100,00%

## **Annexe 2 : Avenant 2 conv cadre QIE Achères**

## QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE

« ZAC DE LA PETITE ARCHE »

À ACHÈRES (78)

## CONVENTION CADRE

AVEC LA COMMUNAUTÉ URBAINE GRAND PARIS SEINE &amp; OISE

ET LA COMMUNE D'ACHÈRES

AVENANT N°2

## ENTRE D'UNE PART :

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2025-229 du 25 septembre 2025,

## ET D'AUTRE PART :

La communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, représenté par sa Présidente, Madame Cécile Zammit-Popescu, dûment habilitée par délibération du bureau communautaire n°..... du ..... 2025,

La commune d'Achères, représenté par son Maire, Monsieur Marc Honoré, dûment habilité par délibération n° ..... du ..... 2025,

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

- La Convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « ZAC de la petite arche » à Achères (78), qui a pris effet le 21 novembre 2018, soit à la date de la délibération régionale n° CP 2018-519 du 21 novembre 2018, qui a décidé de sa conclusion ;
- L'avenant n°1 approuvé par délibération régionale n° CP 2023-272 du 21 septembre 2023, portant prorogation de 2 ans de la Convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » précitée ;
- La demande d'avenant formalisée par courrier de la communauté urbaine et de la ville d'Achères en date du 21 février 2025 ;

- La nécessité de proroger de deux ans ladite convention, en raison du retard pris dans la réalisation de l'opération de « *construction d'un gymnase par la ville d'Achères* » ;

**SONT CONVENUS DE CE QUI SUIVIT :**

**Article 1 :**

L'article n°8 « Durée, exécution et révision de la convention » est modifié comme suit :

Ajout en fin d'article de la phrase suivante :

« La durée de la présente convention-cadre est prorogée de 2 ans, portant ainsi sa durée à 9 ans et son échéance au 21 novembre 2027 ».

**Article 2 :**

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux

A Aubergenville, le

Pour la Communauté Urbaine GPS&O,  
La Présidente

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France,  
La Présidente

Cécile ZAMMIT-POPESCU

Valérie PECRESSE

A Achères, le

Pour la Commune,  
Le Maire

Marc HONORE

### **Annexe 3 : Avenant 1 conv cadre QIE Chambourcy**

QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE  
« PLAINE NORD » A CHAMBOURCY (78)

CONVENTION CADRE  
AVEC LA COMMUNE DE CHAMBOURCY  
AVENANT N° 1

ENTRE D'UNE PART :

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2025-229 du 25 septembre 2025,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Chambourcy, représentée par le Maire, Monsieur Pierre Morange, dûment habilité par délibération ..... en date du .....,

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

- La convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Plaine Nord » à Chambourcy (78) qui a pris effet le 18 novembre 2020, soit à la date de la délibération régionale n° CP 2020-452 du 18 novembre 2020 qui a décidé de sa conclusion ;
- La demande d'avenant formalisée par courrier de la commune de Chambourcy en date du 18 décembre 2024 ;
- La nécessité de proroger de deux ans ladite convention, en raison du retard pris dans la réalisation des différentes opérations d'aménagement du quartier et le souhait de la commune de revoir les fonctionnalités et l'implantation desdites opérations : « *crèche de quartier de 20 berceaux* », « *coulée verte multifonctionnelle* », « *corridor de mobilités douces et d'accès aux déplacements alternatifs* », « *halle maraîchère / ferme urbaine et aménagement de leurs abords par la commune* ».

**SONT CONVENUS DE CE QUI SUIVIT :**

**Article 1 :**

L'article n° 8 « Durée, exécution et révision de la convention » est modifié comme suit :

Ajout en fin d'article de la phrase suivante :

« La durée de la présente convention-cadre est prorogée de 2 ans, portant ainsi sa durée à 7 ans et son échéance au 18 novembre 2027 ».

**Article 2 :**

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Chambourcy, le

Pour la commune de Chambourcy,  
Le Maire

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France,  
La Présidente

Pierre MORANGE

Valérie PECRESSE

## **Annexe 4 : Avenant 1 conv cadre QIE Mantes la Jolie**



QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE  
« VAL FOURRE – PARTIE SUD » A MANTES-LA-JOLIE (78)

CONVENTION CADRE  
AVEC LA COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE  
AVENANT N°1

ENTRE D'UNE PART :

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2025-229 du 25 septembre 2025,

ET D'AUTRE PART :

La Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, représentée par sa Présidente, Madame Cécile Zammit-Popescu, dûment habilitée par délibération du bureau communautaire n°11 du 16 janvier 2025,

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

- La convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Val Fourré - partie sud » à Mantes-la-Jolie (78), qui a pris effet le 18 novembre 2020, soit à la date de la délibération régionale n° CP 2020-452 du 18 novembre 2020 qui a décidé de sa conclusion ;
- La demande d'avenant formalisée par courrier de la communauté urbaine en date du 27 décembre 2024 ;
- La nécessité de proroger de deux ans ladite convention, en raison du retard pris dans la réalisation des opérations « *d'aménagement des mails Lopez et Ronsard et des rues Nungesser et Coli / Marcel Doret/ Docteur Bretonneau* » par la communauté urbaine ;

**SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :**

**Article 1 :**

L'article n°8 « Durée, exécution et révision de la convention » est modifié comme suit :

Ajout en fin d'article de la phrase suivante :

« La durée de la présente convention-cadre est prorogée de 2 ans, portant ainsi sa durée à 7 ans et son échéance au 18 novembre 2027 ».

**Article 2 :**

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Aubergenville, le

Pour la Communauté Urbaine GPS&O,  
La Présidente

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France,  
La Présidente

Cécile ZAMMIT-POPESCU

Valérie PECRESSE

## **Annexe 5 : Avenant 1 conv cadre QIE Aubervilliers**

QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE  
« FORT D'AUBERVILLIERS » A AUBERVILLIERS (93)

CONVENTION CADRE  
AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PLAINE COMMUNE  
AVENANT N° 1

ENTRE D'UNE PART :

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2025-229 du 25 septembre 2025,

ET D'AUTRE PART :

L'Etablissement public territorial Plaine Commune, représenté par son Président, Monsieur Mathieu Hanotin, dûment habilité par décision n°DP-25/2123 en date du 10 juin 2025,

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

- La convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Fort d'Aubervilliers » à Aubervilliers (93) qui a pris effet le 18 novembre 2020, soit à la date de la délibération régionale n° CP 2020-452 du 18 novembre 2020 qui a décidé de sa conclusion ;
- La demande d'avenant formalisée par courrier de l'établissement public territorial Plaine Commune en date du 08 juin 2025 ;
- La nécessité de proroger de deux ans ladite convention, en raison du retard pris sur les opérations « *groupe scolaire pivot dans l'animation du quartier* » et « *réhabilitation du patrimoine des casemates en socles actifs* » ;

**SONT CONVENUS DE CE QUI SUIVIT :**

**Article 1 :**

L'article n° 8 « Durée, exécution et révision de la convention » est modifié comme suit :

Ajout en fin d'article de la phrase suivante :

« La durée de la présente convention-cadre est prorogée de 2 ans, portant ainsi sa durée à 7 ans et son échéance au 18 novembre 2027 ».

**Article 2 :**

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Saint-Denis, le

Pour l'Etablissement public territorial  
Plaine Commune,  
Le Président

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France,  
La Présidente

Mathieu HANOTIN

Valérie PECRESSE

## **Annexe 6 : Avenant 1 conv cadre QIE L'Hay les Roses**

QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE  
« CENTRE-VILLE » A L'HAÏ-LES-ROSES (94)

CONVENTION CADRE  
AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL  
GRAND ORLY SEINE BIEVRE  
AVENANT N° 1

ENTRE D'UNE PART :

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2025-229 du 25 septembre 2025,

ET D'AUTRE PART :

L'Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre, représenté par son Président, Monsieur Michel Leprêtre, dûment habilité par délibération n°2025-06-24\_4051 en date du 24 juin 2025,

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

- La convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Centre-ville » à l'HaÏ-les-Roses (94) qui a pris effet le 18 novembre 2020, soit à la date de la délibération régionale n° CP 2020-452 du 18 novembre 2020 qui a décidé de sa conclusion ;
- La demande d'avenant formalisée par délibération de l'Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre n°2025-06-24\_4051 en date du 24 juin 2025 ;
- La nécessité de proroger de deux ans ladite convention, parce que l'opération sur le secteur Locarno a fait l'objet d'évolutions destinées à améliorer la qualité du projet, ces dernières ayant une incidence sur le planning des travaux et ayant nécessité la reprise d'une partie des études opérationnelles notamment des espaces publics ;

**SONT CONVENUS DE CE QUI SUIVIT :**

**Article 1 :**

L'article n° 8 « Durée, exécution et révision de la convention » est modifié comme suit :

Ajout en fin d'article de la phrase suivante :

« La durée de la présente convention-cadre est prorogée de 2 ans, portant ainsi sa durée à 7 ans et son échéance au 18 novembre 2027 ».

**Article 2 :**

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Orly, le

Pour l'Etablissement public territorial  
Grand Orly Seine Bièvre,  
Le Président

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France,  
La Présidente

Michel LEPRETRE

Valérie PECRESSE



## **Annexe 7 : Avenant 1 conv cadre QIE Villiers sur Marne**

QUARTIER INNOVANT ET ECOLOGIQUE  
« MARNE EUROPE » A VILLIERS-SUR-MARNE (94)

CONVENTION CADRE  
AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS EST MARNE ET  
BOIS  
AVENANT N° 1

ENTRE D'UNE PART :

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2025-229 du 25 septembre 2025,

ET D'AUTRE PART :

L'Etablissement public territorial Paris Est Marne et Bois, représenté par son Président, Monsieur Olivier Capitanio, dûment habilité par délibération du Conseil de territoire ..... en date du .....,

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

- La convention-cadre « 100 quartiers innovants et écologiques » pour le quartier « Marne Europe » à Villiers-sur-Marne (94) qui a pris effet le 18 novembre 2020, soit à la date de la délibération régionale n° CP 2020-452 du 18 novembre 2020 qui a décidé de sa conclusion ;
- La demande d'avenant formalisée par courrier de l'établissement public territorial Paris Est Marne et Bois en date du 24 juin 2025 ;
- La nécessité de proroger de deux ans ladite convention, en raison du retard pris sur les opérations de « *réaménagement de l'esplanade des gares* » et de « *création du jardin métropolitain et des allées transversales* »;

**SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :**

**Article 1 :**

L'article n° 8 « Durée, exécution et révision de la convention » est modifié comme suit :

Ajout en fin d'article de la phrase suivante :

« La durée de la présente convention-cadre est prorogée de 2 ans, portant ainsi sa durée à 7 ans et son échéance au 18 novembre 2027 ».

**Article 2 :**

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Villiers-sur-Marne, le

Pour l'Etablissement public territorial  
Paris Est Marne et Bois,  
Le Président

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Région Île-de-France,  
La Présidente

Olivier CAPITANIO

Valérie PECRESSE

## **Annexe 8 : Avenant 1 Chelles opération EX061834**



**DISPOSITIF « 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES »**

**CONVENTION N° EX061834 « Requalification de l'avenue du Gendarme Castermant et de la rue Gabriel de Mortillet »**

**AVENANT N°1**

**La Région Île-de-France**, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) - 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2025-229 du 25 septembre 2025.

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

**La commune de Chelles**, sise 1, parc du souvenir Emile-Fouchard, 77505 Chelles représentée par son Maire, Brice RABASTE en vertu de la délibération n° ....

ci-après dénommée « la commune »

d'autre part,

**La société publique locale d'aménagement d'intérêt national (SPLA-IN) Marne et Chanteraine Chelles Aménagement (M2CA)**, sise 8 avenue André-Marie Ampère, 77420 Champs-sur-Marne représentée par son directeur général, Arnaud DIGUET, nommé par le conseil d'administration du 27 septembre 2024.

ci-après dénommée « M2CA »

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

La société Marne et Chanterelle Chelles Aménagement (M2CA) a été créée pour mener les opérations d'aménagement sous forme de ZAC sur le territoire de la commune. Née en 1990, à l'initiative de Chelles et avec la participation de la SNCF pour aménager les friches ferroviaires (site Castermant), M2CA prend d'abord la forme juridique d'une société d'économie mixte (SEM).

Le 18 avril 2019, avec l'arrivée comme actionnaire de EpaMarne, la SEM M2CA est transformée en SPLA-IN sur le fondement de l'article L. 327-3 du code de l'urbanisme. Son actionnariat est alors exclusivement composé d'acteurs publics à part quasi égales : EpaMarne, la communauté d'agglomération Paris-Vallée de la Marne et la ville de Chelles.

L'aménagement du site Castermant, opération de 4,7 hectares à dominance résidentielle, a été lancé sous forme d'une ZAC le 30 juin 2010 et sa réalisation a été confiée à M2CA dans le cadre d'un traité de concession en date du 21 février 2011. Puis, cette ZAC initialement d'intérêt communautaire, a été transférée le 18 juillet 2019 à la commune qui l'a clôturée le 5 octobre 2021 et par cette même délibération, a approuvé la convention de projet urbain partenarial (PUP).

L'aménagement global du quartier « *Les Halles de Castermant* », porté par la commune, a été désigné lauréat de la dixième session du dispositif « *100 Quartiers innovants et écologiques* » lors de la délibération n° CP 2021-233 du 22 juillet 2021.

L'attribution de la subvention correspondante, d'un montant total de 3 645 000 € pour deux opérations, a donné lieu à la conclusion de conventions de financement.

Au regard du calendrier opérationnel des travaux, la commune bénéficie d'autorisations de prorogation, établies par la Région en date du 22 avril 2025, pour ses deux opérations « *requalification de l'avenue du Gendarme-Castermant et de la rue Gabriel de Mortillet* » (décision n°2025-09) et « *requalification et l'extension de l'école Lise-London* » (décision n°2025-10). Dans ce cadre, une première demande d'acompte doit être effectuée, pour chacune de ces opérations, respectivement avant le 23 mars 2026 pour l'une et le 23 septembre 2026 pour l'autre.

Par délibération du conseil municipal de Chelles en date du 24 juin 2025, la commune a modifié le traité de concession d'aménagement afin de confier l'aménagement complet du secteur Castermant à la M2CA.

Dans le prolongement de cette démarche, en date du 8 juillet 2025, par courrier conjoint de la commune et de la M2CA, la commune de Chelles a demandé le transfert du bénéfice de la subvention « *requalification de l'avenue du Gendarme-Castermant et de la rue Gabriel de Mortillet* », qui bénéficie d'une subvention régionale maximum de 1 050 000 €, à la SPLA-IN M2CA, qui est devenu l'aménageur.

A ce jour, aucun début de versement de la subvention n'a été réalisé en faveur de la commune de Chelles, de telle sorte que la subvention d'un montant maximum de 1 050 000 € est transférée à la SPLA-IN M2CA. Le périmètre des dépenses subventionnables reste quant à lui identique.

C'est l'objet du présent avenant.

**SONT CONVENU(E)S DE CE QUI SUIT :**

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet de transférer la subvention d'investissement attribuée par délibération n° CP 2022-103 du 23 mars 2022 à la commune de Chelles au profit de la SPLA-IN M2CA qui est désormais l'aménageur dans le cadre d'un traité de concession d'aménagement signé le 17 juillet 2019.

La SPLA-IN M2CA s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de la commune de Chelles à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

La subvention de 1 050 000 € est transférée à la SPLA-IN M2CA et lui sera versée dans les conditions précisées dans la convention transférée, sous réserve du respect par la SPLA-IN M2CA de l'ensemble des conditions fixées par la convention et le présent avenant.

### **Article 2 - Dispositions financières**

Le montant maximum de la subvention régionale reste fixé à 1 050 000 € pour la réalisation du projet dont le contenu est précisé dans la fiche-projet annexée à la convention. La SPLA-IN M2CA est bénéficiaire de la totalité de la subvention, soit 1 050 000 € afin de poursuivre la mise en œuvre du projet.

### **Article 3 - Autres dispositions**

À compter du 25 septembre 2025, dans toute la convention ci-dessus rappelée, le terme « *bénéficiaire* » désigne la SPLA-IN M2CA.

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

La fiche projet n°EX061834 « *requalification de l'avenue du Gendarme-Castermant et de la rue Gabriel de Mortillet* » à Chelles (77) approuvée par la délibération n° CP2022-103 du 23 mars 2022 et modifiée par la délibération n° CP2025-229 du 25 septembre 2025 est annexée au présent avenant - et partant, à la convention proprement dite.

Fait en 3 exemplaires originaux

Le \_\_\_\_\_

**Pour la commune de Chelles  
Le Maire**

Le \_\_\_\_\_

**Pour la Région Île-de-France,  
La Présidente**

**Brice RABASTE**

**Valérie PÉCRESSE**

Le \_\_\_\_\_

**Pour la SPLA-IN M2CA  
Le Directeur général**

**Arnaud DIGUET**

**DOSSIER N° EX061834 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - QUARTIER  
CASTERMANT - REQUALIFICATION DE L'AVENUE DU GENDARME CASTERMANT ET DE LA  
RUE GABRIEL DE MORTILLET - CHELLES (77)**

**Dispositif** : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)  
(n° 00001023)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 905-52-204142-152001-1700

Action : 15200107- Cents quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 500 000,00 € HT	30,00 %	1 050 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		1 050 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : Société publique locale d'aménagement  
d'intérêt national (SPLA-IN) Marne et  
Chanteraine Chelles Aménagement  
(M2CA)  
Adresse administrative : 8 avenue André-Marie Ampère,  
77420 CHAMPS-SUR-MARNE  
Statut Juridique : SOCIETE PUBLIQUE LOCALE  
Représentant : Monsieur Arnaud DIGUET, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2022 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Chelles (55 148 habitants - INSEE 2018) propose l'opération « *Requalification de l'avenue du Gendarme Castermant et de la rue Gabriel de Mortillet* ». Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « *Les Halles de Castermant* », porté par la commune de Chelles, lauréat de la dixième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la délibération n°CP 2021-233 du 21 juillet 2021.

Le projet de réaménagement de ces deux voies publiques, s'intègre dans l'opération « *Inventons la métropole du Grand Paris 2* » dénommée « *Les Halles de Castermant* », porté par le groupement Vinci/Atland, pour la requalification du quartier Castermant. Le plan de composition proposé repose sur la conception d'un quartier apaisé, peu sujet à la circulation. L'avenue du Gendarme Castermant délimite le quartier au nord, et la rue Gabriel de Mortillet l'encadre au sud avant de rejoindre l'avenue.

L'opération de requalification de l'avenue du Gendarme Castermant poursuit les objectifs suivants :

- la requalification complète de l'avenue, avec réduction de la largeur de la chaussée afin de réduire le caractère routier de cette avenue,



- le dévoiement de réseaux et l'enfouissement des réseaux aériens,
- la plantation d'arbres d'alignement de haute tige et l'aménagement d'un jardin de pluie végétalisé pour le traitement des eaux de ruissellement,
- la création d'un parvis au droit de l'école Lise London,
- l'insertion d'une piste cyclable bidirectionnelle en remplacement des bandes cyclables existantes,
- le réaménagement du carrefour Castermant/Mortillet en giratoire, avec suppression des feux tricolores et la création de plateaux surélevés aux intersections avec les voies secondaires,
- la création d'une sortie à l'extrémité est de la voie et l'amélioration de la desserte bus,
- l'optimisation de l'offre de stationnement et la rénovation de l'éclairage public, avec équipement des candélabres de modules d'abaissement de l'intensité lumineuse,
- le changement du mobilier urbain (potelets, barrières, corbeilles, signalisation de l'itinéraire cyclable...).

La requalification de la rue Gabriel de Mortillet a, pour sa part, pour objectifs :

- l'aménagement complet de la rive nord de la voie avec l'intégration d'un jardin de pluie végétalisé,
- l'enfouissement des lignes aériennes existantes et le changement des enrobés du trottoir de la rive sud et du matériel d'éclairage public et du mobilier urbain,
- le traitement des futurs carrefours créés dans le cadre de l'opération en plateaux surélevés et le réaménagement de l'intersection avec l'avenue François Mitterrand.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Chelles a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30 % maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier. Les 2 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 645 000 €.

#### Localisation géographique :



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	154 500,00	4,41%
TRAVAUX	3 345 500,00	95,59%
Total	3 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 050 000,00	30,00%
CESSIONS DE CHARGES FONCIERES	1 400 000,00	40,00%
COMMUNE	1 050 000,00	30,00%
Total	3 500 000,00	100,00%

## **Annexe 9 : Fiches projets réhabiliter plutôt que construire**

**DOSSIER N° EX094322 - RÉHABILITER PLUTÔT QUE CONSTRUIRE - CRÉATION D'UNE MAISON DE LA JEUNESSE - COMMUNE DE TAVERNY (95)**

**Dispositif** : Réhabiliter plutôt que construire (n° 00001233)

**Délibération Cadre** : CR2020-055 modifiée du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabiliter plutôt que construire	328 713,01 € HT	50,00 %	164 356,51 €
	Montant total de la subvention		164 356,51 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE TAVERNY

Adresse administrative : 2 PLACE CHARLES DE GAULLE  
95150 TAVERNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Florence PORTELLI, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : création d'une maison de la jeunesse

**Dates prévisionnelles** : 2 mai 2025 - 30 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'honoraires divers (coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...), identifiés par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond à la date du dépôt du dossier sur la plateforme 'Mes démarches'.

Dates des travaux du 7 juillet au 30 septembre 2025

**Description :**

La commune de Taverny (27 065 hab. - INSEE 2025) propose l'opération " Transformation d'un bâtiment d'un ancien préau couvert en une Maison de la Jeunesse " au titre du dispositif « Réhabiliter plutôt que construire ».

Il s'agit de la création d'une « Maison de la jeunesse » au sein d'un ancien centre de loisirs situé dans la cour arrière de l'école « La Plaine », sise au 151, rue d'Herblay, dans le quartier Verdun Plaine, l'une des trois centralités de Taverny. Cette réhabilitation d'un bâtiment composé d'une grande salle principale et de deux blocs sanitaires désaffectés et laissés à l'abandon permettra de proposer une nouvelle fonction à cet édifice.

Le projet de création d'une « Maison de la Jeunesse » répond à l'absence d'un lieu librement accessible pour les jeunes de Taverny et répond à une forte attente de ce public spécifique. Il s'agit de la création d'un

espace de vie, ouvert et inclusif, où les jeunes pourront se réunir, interagir et évoluer dans un cadre propice à leur autonomie. Ce projet a été conçu en concertation avec eux, en intégrant leurs idées et leurs aspirations, afin qu'ils puissent pleinement s'approprier cet espace et y jouer un rôle actif.

Le bâtiment réhabilité sera modernisé en limitant l'impact environnemental d'une nouvelle construction tout en s'inscrivant dans une démarche écoresponsable, intégrant des solutions innovantes pour limiter les émissions, optimiser les consommations énergétiques et améliorer la qualité de l'air intérieur.

La Maison de la Jeunesse sera structurée autour de plusieurs pôles essentiels :

- une Structure Information Jeunesse (SIJ), offrant un accompagnement sur l'orientation scolaire et professionnelle,
- des bureaux dédiés aux chargés de projet du service jeunesse, favorisant un échange direct entre jeunes et professionnels,
- une cuisine conviviale, permettant l'organisation d'ateliers et de temps d'échanges autour de l'alimentation,
- un espace détente et de réunion, modulable pour encourager les interactions et le lien social.

L'équipe jeunesse veillera à mettre en place des actions de prévention sur des sujets clés tels que la santé mentale, les addictions ou encore la sécurité en ligne, dans une démarche participative avec les jeunes.

L'opération a pour objectif de réhabiliter le bâtiment en un équipement recevant du public. La réhabilitation aura pour objectif de créer les surfaces suivantes dans l'existant : salle polyvalente (133 m<sup>2</sup>), bureaux agents (34 m<sup>2</sup>), sanitaires (36,67 m<sup>2</sup>). Les travaux porteront principalement sur les corps d'états suivants : gros-œuvre et maçonnerie, cloisons de distribution et de doublage, menuiseries intérieures, faux-plafonds, carrelages, plomberie, chauffage, ventilation, électricité, revêtements de sols et de peintures, menuiseries extérieures aluminium.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 328 713,01 € HT, plafonné à hauteur de 328 713,01 € HT, la subvention est calculée au taux de 50%.

#### Localisation géographique :

 TAVERNY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	328 713,01	93,64%
HONORAIRES (base non subventionnable)	22 324,90	6,36%
Total	351 037,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	164 356,51	46,82%
DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE	52 655,68	15,00%
COMMUNE	134 025,72	38,18%
Total	351 037,91	100,00%

**DOSSIER N° EX096108 - REHABILITER PLUTOT QUE CONSTRUIRE - REHABILITATION D'UNE MAISON POUR DES LOCAUX D'UTILITE PUBLIQUE - MAIRIE DE COURQUETAINE (77)**

**Dispositif** : Réhabiliter plutôt que construire (n° 00001233)

**Délibération Cadre** : CR2020-055 modifiée du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabiliter plutôt que construire	210 076,85 € HT	50,00 %	105 038,43 €
	Montant total de la subvention		105 038,43 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE COURQUETAINE

Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE  
77390 COURQUETAINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Daisy LUCZAK, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 septembre 2025 - 31 mars 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Courquetaine (187 habitants - INSEE 2022) propose l'opération "Réhabilitation d'une maison pour des locaux d'utilité publique".

La commune projette l'acquisition d'un immeuble situé au 27 rue de Villapatour, l'une des artères principales de la ville, actuellement inoccupé depuis une dizaine d'années. L'objectif est de réhabiliter ce bâtiment afin d'y accueillir des professionnels de santé et des acteurs des services à la personne.

Le projet prévoit l'aménagement de quatre espaces fonctionnels, complétés par une zone sanitaire et une tisanerie.

Une attention particulière sera portée à la performance énergétique avec une rénovation complète du bâtiment, incluant l'installation d'un système de chauffage par pompe à chaleur air/eau, régulé en fonction de l'occupation des locaux. Par ailleurs, la parcelle accueillera une place de stationnement PMR ainsi qu'un local à vélos, afin d'encourager les mobilités douces.

Outre l'acquisition, l'assiette de la subvention retient les travaux portant sur le gros œuvre, l'électricité, la plomberie, le chauffage, l'isolation, les menuiseries, le revêtement des surfaces et le nettoyage et le débroussaillage du jardin.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant estimatif de l'opération (acquisition comprise) s'élève à 262 596,07 € HT, plafonné à 210 076,85 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

**Localisation géographique :** COURQUETAINE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION	92 165,00	35,10%
TRAVAUX	170 431,07	64,90%
Total	262 596,07	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	105 038,43	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	27 649,50	10,53%
ETAT-DETR (sollicité)	51 129,32	19,47%
COMMUNE	78 778,82	30,00%
Total	262 596,07	100,00%

**DOSSIER N° EX096142 - REHABILITER PLUTOT QUE CONSTRUIRE - REHABILITATION D'UN PAVILLON EN MAISON D'ASSISTANTS MATERNELS - COMMUNE DE ROMAINVILLE (93)**

**Dispositif** : Réhabiliter plutôt que construire (n° 00001233)

**Délibération Cadre** : CR2020-055 modifiée du 19/11/2020

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabiliter plutôt que construire	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ROMAINVILLE

Adresse administrative : PLACE DE LA LAICITE  
93230 ROMAINVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur FRANCOIS DECHY, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 16 juin 2025 - 31 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux en raison d'une forte tension en termes de places d'accueil des jeunes enfants dans le quartier des Bas-Pays qui connaît une croissance démographique importante en raison de la création de nombreux logements.

**Description :**

La commune de Romainville (35 314 habitants - INSEE 2022) propose l'opération "Réhabilitation d'un pavillon en maison d'assistants maternels".

Le secteur de la Plaine de l'Ourcq connaît une croissance démographique importante en raison de l'existence de 5 ZAC dont celle de la ZAC de l'Horloge à Romainville, dans le quartier des Bas-Pays, qui prévoit la création de 1 800 logements sur 51 hectares. Afin de répondre à un besoin en équipements dédiés à la petite enfance, la commune souhaite transformer un pavillon en R+1 datant des années 1930 de 160 m² situé au 174 rue Paul de Kock et à proximité immédiate du périmètre de la ZAC en équipement mixte. Le bâtiment sera transformé en maison d'assistants maternels (MAM) : il est prévu la création de deux dortoirs, de trois salles de motricité, d'une salle de change, d'une pièce d'eau dont buanderie, d'une cuisine et d'un bureau. L'arrière de la parcelle sera transformé en jardin et une ferme pédagogique sera installée. Cette deuxième destination s'inscrit dans la politique communale d'éducation à l'environnement.

Il est prévu des travaux de réhabilitation du bâtiment : il n'est pas prévu d'extension mais le 1er étage va être en partie démoli et certains éléments seront intégrés dans la démarche de réemploi ; le gros œuvre en

brique sera conservé. La charpente sera en bois et de la laine de bois sera utilisée pour l'isolation par l'extérieur. Le bardage sera réalisé avec des tuiles de bois en écaille, posées verticalement sur les façades. De l'enduit à la chaux aérienne sera posé sur la partie basse du bâtiment. Les menuiseries extérieures seront en bois massif (teinte chêne naturel). Le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire seront assurés par une pompe à chaleur à haute performance énergétique et par une ventilation mécanique contrôlée simple flux. Un gain énergétique supérieur à 50% est attendu après les travaux.

Concernant les aménagements extérieurs, il est prévu de conserver 458 m<sup>2</sup> sur les 848 m<sup>2</sup> de la parcelle en pleine terre (soit environ 53% et un coefficient de biotope de 0,53). Il est prévu la création d'une ferme pédagogique avec des enclos pour des animaux de basse-cour, d'une mare pédagogique permettant d'accueillir une faune aquatique et amphibienne. Cette mare jouera également un rôle tampon en étant intégrée dans une démarche de gestion alternative des eaux pluviales. L'objectif est de gérer par l'infiltration l'ensemble des eaux pluviales y compris pour des pluies jusqu'à la période décennale. Les arbres fruitiers existants seront conservés. Une haie multi-strates sera plantée sur les franges de la parcelle.

Les cheminements extérieurs seront en matériaux perméables (platelage bois, broyat végétal) pour permettre une infiltration des eaux de pluie. Des tuiles de réemploi seront réutilisées dans les murs gabions, en agrégat pour la fabrication des dalles de bétons et comme assises pour le mobilier extérieur. Les châssis du toit du pavillon déposés seront réutilisés pour le local technique de la ferme pédagogique. Un petit kiosque sera également construit.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant prévisionnel de l'opération est de 1 269 026,28 € HT (dont 569 026,28 € de dépenses éligibles comportant les honoraires de maîtrise d'œuvre et travaux), plafonné à 400 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%. Les frais d'acquisition ne sont pas éligibles.

#### Localisation géographique :

📍 ROMAINVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION (inéligible)	700 000,00	55,16%
HONORAIRES DE MAÎTRISE D'OEUVRE	39 780,00	3,13%
TRAVAUX	529 246,28	41,70%
Total	1 269 026,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	200 000,00	15,76%
CAF (sollicitée)	129 400,00	10,20%
COMMUNE DE ROMAINVILLE	939 626,28	74,04%
Total	1 269 026,28	100,00%



## **Annexe 10 : Fiches projets soutien à l'urbanisme transitoire**

**DOSSIER N° EX094317 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Occupation transitoire de l'immeuble Chartreuse" A FONTENAY-SOUS-BOIS (94)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-204121-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	105 000,00 € HT	50,00 %	52 500,00 €
Montant total de la subvention			52 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PLATEAU URBAIN

Adresse administrative : 16 BOULEVARD SAINT-GERMAIN CS 70514  
75237 PARIS 5E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique :

Représentant : Monsieur SIMON LAISNEY, Président directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Occupation transitoire d'un ancien immeuble de la RATP, pendant au moins 3 ans, permettant à des associations, des artisans et des artistes et des acteurs de l'ESS d'accéder à des locaux à prix solidaires

**Dates prévisionnelles** : 9 avril 2025 - 9 avril 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

**Description :**

Afin d'accompagner la transformation du quartier Val de Fontenay, la coopérative Plateau Urbain propose l'occupation transitoire pendant au moins 3 ans d'un ancien immeuble de la RATP de 8 000 m². Cette occupation doit permettre à des associations, artistes, artisans et entreprises de l'ESS d'accéder à des locaux de travail à des prix solidaires. Elle doit aussi permettre de faire émerger de nouveaux usages dans le cadre de la future mixité de l'ensemble immobilier (campus, logements, bureaux).

L'initiative poursuit plusieurs objectifs :

- Tester des activités dans des locaux abordables (en moyenne 14,5€/m²/mois, soit 40% en dessous du marché immobilier classique).
- Accompagner la mutation du quartier par l'activation du parvis extérieur et tester la programmation en lien avec le futur campus étudiant : animations pour les jeunes, temps festifs, marché des créateurs...

- Amorcer la mutation de l'ensemble tertiaire vers de nouveaux usages, dans une ville confrontée à la vacance de nombreux anciens ensembles de bureaux devenus obsolètes.

Les réalisations prévues comprennent :

- Le cloisonnement des R+2 et R+3 en surfaces de 10 à 15 m<sup>2</sup>, correspondant à la plus forte demande sur le marché.
- L'aménagement d'espaces plus grands afin d'animer des temps collectifs entre résidents.
- L'équipement du parvis extérieur (mobiliers modulables et barnums) pour permettre son ouverture ponctuelle au public.

Calendrier :

- Avril 2025 : Lancement de l'occupation transitoire dans sa version "minimaliste".
- S2 2025 : Réalisation de la charte graphique suite à la concertation avec les occupants, travaux de signalétique, aménagement des espaces communes des RDC et R+1, cloisonnement des R+2 et R+3 avec aménagement de nouveaux espaces collectifs.
- 2026 : Achat du matériel pour activer le parvis et aménagement de salles de réunion.

La Région considère que le bénéficiaire exerce une activité à caractère purement local n'affectant pas les échanges entre les États membres de l'Union européenne, et que la mesure d'aide échappe à l'application des règles en matière d'aides d'État.

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

#### Localisation géographique :

■ FONTENAY-SOUS-BOIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cloisonnement	50 000,00	47,62%
Petits travaux (plomberie, peinture, luminaires, électricité...)	20 000,00	19,05%
Aménagement des espaces intérieurs (mobiliers et cuisine)	15 000,00	14,29%
Aménagement des espaces extérieurs	15 000,00	14,29%
Signalétique et identité visuelle	5 000,00	4,76%
Total	105 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet (redevances d'occupation)	52 500,00	50,00%
Subvention Région	52 500,00	50,00%
Total	105 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX094382 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Le Prieuré" A THOMERY (77)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-204121-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	167 380,00 € HT	50,00 %	83 690,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		83 690,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SCIC MAISON DES CULTURES

Adresse administrative : 8 RUE DU 4 SEPTEMBRE  
77810 THOMERY

Statut Juridique :

Représentant : Madame SERVANE MARTY, Directrice générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Aménagement temporaire d'une maison d'activités culturelles et d'un "jardin-ressources" ouverts aux habitants du village, dans le cadre de la réhabilitation du Prieuré en un lieu d'habitat partagé pour personnes en situation de handicap et seniors isolés

**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2025 - 7 avril 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La Maison des cultures propose une occupation transitoire du Prieuré, site patrimonial religieux à l'abandon dans le village de Thomery, pour y préfigurer un lieu hybride dédié à de l'habitat partagé et accompagné - auprès des personnes en situation de handicap, précarité ou personnes âgées isolées - et l'aménagement d'un jardin-ressource.

Le projet transitoire doit permettre le maintien et le test d'activités pendant les phases de réhabilitation de l'ensemble patrimonial. Il se concentre d'une part sur une bâtisse de 70 m<sup>2</sup> et ses annexes pour l'aménagement d'un espace de rencontre type « tiers-lieu » temporaire avec espaces de travail et café associatif, et d'autre part sur deux parcelles de 2400 m<sup>2</sup> qui accueilleront les jardins nourriciers.

Les objectifs de ce projet sont :

- Redonner de la vie à un lieu chargé d'histoire.
- Rester force de proposition durant les travaux et constituer un sas de réflexion sur le tiers-lieu.
- Impulser la dynamique de vie partagée sur le site.
- Répondre à une demande de lieux de rencontre dans le village, participant au changement de regard

porté sur la maladie, le handicap, le vieillissement...

- Créer un jardin à visée nourricière (dans un objectif de semi-autonomie alimentaire), de soins et d'apprentissage (dans un objectif d'insertion sociale).

Les réalisations prévues concernent :

- L'amélioration des conditions d'accueil du bâtiment B, afin d'y tester de manière plus développée qu'actuellement l'activité d'accueil de jour : travaux de mise aux normes électriques, installation de chauffage et de doubles vitrages, aménagement d'une chambre froide et d'un atelier bois...

- Le test d'une activité de jardinage sur 2 parcelles de 2 400 m<sup>2</sup> afin d'évaluer sa pertinence par rapport au public accueilli : mise en accessibilité du site (cheminement PMR, carrés à hauteur, structures d'ombrages...), mobilier, équipements en maraichage, plantation d'essences fruitières et médicinales, création d'une mare et d'un système de récupération de l'eau pluviale, restauration des poulaillers et installation de clôtures mobiles pour l'éco pâturage... Une étude des sols et une étude de faisabilité ont déjà été réalisées sur le site.

Calendrier

- octobre 2025 : Journées d'accueil en intérieur et extérieur, chantiers de réhabilitation et aménagement des jardins.

- Début 2026 : travaux de gros œuvre pour le bâtiment B et des accès extérieur

- Printemps et été 2026 : plantation

- 2027 : Début de travaux de réhabilitation des bâtiments A et B.

- Avril 2028 : fin de l'occupation transitoire, transfert des activités sur la maison réhabilitée

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

#### Localisation géographique :

THOMERY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'accessibilité et de gros œuvre	35 150,00	21,00%
Aménagement du jardin	62 850,00	37,55%
Réhabilitation du bâtiment B en salle d'accueil et de réunion	17 880,00	10,68%
Equipements intérieurs	11 500,00	6,87%
Acquisition d'un véhicule adapté pour les personnes en situation de handicap	40 000,00	23,90%
Total	167 380,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	8 310,00	4,96%
Subvention Région	83 690,00	50,00%
Les petites pierres (obtenue)	4 110,00	2,46%
MSA (en attente)	9 000,00	5,38%
Fondation Mobivia (en attente)	9 000,00	5,38%
Green Link (en attente)	9 000,00	5,38%
Malakoff Humanis (en cours de rédaction)	22 984,00	13,73%
Fondation Autonomia (en cours de rédaction)	21 286,00	12,72%
Total	167 380,00	100,00%

**DOSSIER N° EX094413 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Parcours vélo transitoire" A BONDOUFLE (91)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-204121-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	40 000,00 € HT	25,00 %	10 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SPLAIN PORTE SUD DU GRAND PARIS

Adresse administrative : 52 BOULEVARD DE L'YERRES  
91000 EVRY COURCOURONNES

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur GAUTIER DEREMAUX, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Installation d'un parcours vélo transitoire sur une future emprise TCSP, en préfiguration d'un équipement sportif situé dans le parc paysager

**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2025 - 5 janvier 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Cette initiative, située au sein de la ZAC Porte de Bondoufle, propose de valoriser une emprise TCSP (Transport Collectif en Site Propre) en cours d'aménagement rue Josette Poirson, par l'installation d'un parcours vélo transitoire. Ce site est à immédiate proximité d'un groupe scolaire et d'une médiathèque.

Parallèlement, le projet préfigure le futur pumptrack (parcours VTT en boucle fermée) qui prendra place dans le Grand Parc en cours d'aménagement.

Les objectifs du projet sont :

- Occuper l'espace vide de 1 500 m<sup>2</sup> en attendant son aménagement final afin d'éviter le développement de mésusages (type parking provisoire).
- Valoriser la pratique du vélo auprès des jeunes et sensibiliser aux règles de sécurité afin de réduire les risques d'accidents sur le pumptrack.
- Préfigurer le futur pumptrack par la formation d'un groupement citoyen en charge des bons usages de l'espace.

Les réalisations prévues concernent :

- Des marquages au sol de type signalétiques, ludiques (marelle) et artistiques.
  - La création de parcours vélos pédagogiques et installation mobilier pumptrack.
- Le programme des équipements sera affiné selon l'obtention ou non de la subvention.

Calendrier :

- Octobre 2025 : Consultation des prestataires
- Décembre 2025 : Phase de réalisation des aménagements
- Janvier 2026 : Ouverture du site propre
- Printemps 2026 : Ateliers de sensibilisation et de formation à la pratique du vélo
- Fin 2027- début 2028 : Démarrage du chantier de réalisation du site propre

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 25%, le taux maximum étant de 50%.

#### Localisation géographique :

 BONDouFLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de mobilier pumptrack	30 000,00	75,00%
Réalisation de marquages au sol	10 000,00	25,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	20 000,00	50,00%
Subvention Région	10 000,00	25,00%
Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud	10 000,00	25,00%
Total	40 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX094414 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Préfiguration d'une ferme urbaine pédagogique" A SEVRAN (93)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-204121-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	168 500,00 € HT	41,54 %	70 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		70 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SPL SEQUANO GRAND PARIS

Adresse administrative : 27 RUE DE PARIS  
93000 BOBIGNY

Statut Juridique :

Représentant : Monsieur PASCAL POPELIN, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Préfiguration d'une ferme urbaine pédagogique et de jardins partagés, qui seront intégrés à terme dans un futur parc linéaire

**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2025 - 1 avril 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Au sein de la ZAC Anciennes Beaudottes - Savigny, le projet consiste en la préfiguration d'une ferme urbaine pédagogique, de jardins familiaux, et d'un jardin partagé sur une emprise de 2,4 hectares, temporairement libérée à la suite des premières démolitions du programme NPNRU.

La ferme pédagogique et les jardins familiaux ont vocation à être pérennisés au sein du futur parc linéaire de 4 hectares qui verra le jour dans la ZAC, au côté de la construction de plus de 1000 logements et nombreux équipements publics (sportifs, socio-culturels et dédiés à la petite enfance).

Les objectifs du projet transitoire sont :

- Tester le mobilier urbain du futur parc et préfigurer les usages de la ferme pédagogique, équipement dédié aux pratiques de jardinage et de cuisine,
- Accompagner la transformation du quartier par la mobilisation des habitants, autour de l'agriculture urbaine.
- Impulser l'appropriation par les habitants des parcelles ayant vocation à être pérennisées.

Reposant sur des ateliers de co-conception ainsi que des chantiers participatifs, les réalisations prévues



incluent :

- La définition d'une stratégie d'urbanisme transitoire avec l'AMO Bellastock
- La relocalisation partielle et l'agrandissement des jardins familiaux sur un terrain de 250 m<sup>2</sup> qui fera l'objet de travaux de viabilisation et sécurisation.
- Les travaux de sécurisation d'une plateforme extensive de fabrication de terre végétale par le compost, ainsi que la construction de portails signalétiques pour le public. Création d'un point d'apport volontaire de compost.
- La construction d'un équipement temporaire constitué d'une serre agricole, d'une terrasse ainsi que d'un espace de stockage et de cuisine d'été aménagé dans un container. Co-construction du mobilier.
- La réalisation d'une fresque sur les palissades et la base-vie du chantier avec les publics scolaires ou du centre de loisirs du quartier.
- L'animation d'ateliers ponctuels de sensibilisation à l'agriculture urbaine et d'une permanence paysagère.

La demande de subvention porte spécifiquement sur l'aménagement de la ferme pédagogique et de ses jardins partagés.

Calendrier :

- T4 2025 : Chantiers participatifs de relocalisation des jardins familiaux, création du jardin partagé, ateliers de co-conception de la ferme pédagogique...
- T1 2026 : Aménagement de la plateforme de tri des terres, réalisation de la ferme pédagogique...
- Jusqu'à T1 2027 : Phase d'exploitation.

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 41,54%, le taux maximum étant de 50%.

#### Localisation géographique :

 SEVRAN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création et plantation d'un jardin partagé	40 000,00	23,74%
Préfiguration de la ferme pédagogique (structure temporaire, mobilier, serre agricole)	128 500,00	76,26%
Total	168 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	98 500,00	58,46%
Subvention Région	70 000,00	41,54%
Total	168 500,00	100,00%

**DOSSIER N° EX094374 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES d'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Restaurant à l'essai Place du Marché au Blé" A MONTEREAU-FAULT-YONNE (77)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041411-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	532 765,00 € HT	37,54 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE  
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES  
77875 MONTEREAU FAULT YONNE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur JAMES CHERON, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Aménagement de deux cellules commerciales vacantes afin d'offrir une opportunité d'activité à un restaurateur pour un loyer modéré, dans le cadre du dispositif "Mon restau à l'essai"

**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2025 - 15 janvier 2030

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le projet porte sur l'aménagement de deux cellules commerciales vacantes en rez-de-chaussée d'un immeuble vétuste pour permettre l'expérimentation d'une activité de restauration dans le cadre du dispositif « Mon Resto à l'Essai ». Il est situé en cœur de ville sur la place du Marché au Blé, dans la Ville Basse de Montereau-Fault-Yonne

Les objectifs du projet sont :

- Impulser une dynamique nouvelle sur la place pour redynamiser le centre-ville.
- Préserver le bâti ancien et penser le projet au fur et à mesure.
- Maîtriser le foncier pour faciliter l'implantation d'un restaurateur grâce à un bail aux clauses avantageuses (sous le modèle du dispositif « Mon Resto à l'Essai » avec un loyer progressif allant de 1€ par mois durant la première année à 5€/m<sup>2</sup> par mois durant la troisième année).
- Construire avec le restaurateur un projet pouvant inclure un volet d'insertion et/ou de formation.

Les réalisations prévues sont :

- Une intervention d'urgence de sécurisation de la toiture de l'immeuble.
- L'aménagement des cellules vacantes (145 m²) en un local de restaurant.

**Calendrier :**

- T3 2025 : Engagement des travaux
- 2026 : Livraison du restaurant.
- 2030 : Fin de la phase transitoire et engagement des travaux de réhabilitation du logement au premier étage. Le projet actuel propose un espace de co-living attractif à destination des étudiants ou jeunes actifs, par exemple des soignants, dont la relation avec le restaurant au rez-de-chaussée reste à définir.

La Région considère que le bénéficiaire exerce une activité à caractère purement local n'affectant pas les échanges entre les États membres de l'Union européenne, et que la mesure d'aide échappe à l'application des règles en matière d'aides d'État.

**Localisation géographique :**

📍 MONTEREAU-FAULT-YONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité sur la stratégie d'urbanisme transitoire (création d'un restaurant et réaménagement d'un logement)	14 365,00	2,70%
Maitrise d'œuvre	86 400,00	16,22%
Travaux d'aménagement du restaurant au RDC (gros œuvre, menuiseries, plâtrerie, électricité, plomberie, sanitaires, carrelage peinture, cloisons frigorifiques, VMC, PAC...)	432 000,00	81,09%
Total	532 765,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	332 765,00	62,46%
Subvention Région	200 000,00	37,54%
Total	532 765,00	100,00%

**DOSSIER N° EX094376 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Urbanisme transitoire au Mont d'Est" A NOISY-LE-GRAND (93)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041411-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	420 000,00 € HT	35,71 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE NOISY LE GRAND

Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION  
93160 NOISY LE GRAND

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Activation de trois sites d'urbanisme transitoire dans le quartier d'affaires : aménagement des jardins du SK, création d'un écosystème de l'ESS par l'ouverture de locaux dans l'immeuble 470 Courtine et parcours artistique

**Dates prévisionnelles** : 16 juin 2025 - 16 juin 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

**Description :**

Dans le cadre de la stratégie d'animation globale du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du Mont d'Est, le projet consiste à amorcer des actions d'urbanisme transitoire sur trois sites du quartier d'affaires, afin de soutenir sa redynamisation et dans la perspective de l'arrivée du Grand Paris Express à Noisy Champs.

Les 3 sites d'intervention de la démarche d'urbanisme transitoire sont :

- L'ancienne station de métro désaffectée du SK, où sera à terme aménagé un tiers-lieu culturel.
- L'immeuble de bureaux vacants (3 140 m²) au 470 Courtine situé sur la dalle du Clos de la Courtine, en toiture de parking.
- Les espaces de circulation entre les différents niveaux de dalles du quartier, traversant notamment le centre commercial.

La démarche poursuit plusieurs objectifs :

- Reconquérir les bureaux et espaces publics délaissés en favorisant l'accueil de nouveaux usages et activités économiques.
- Améliorer le cadre de vie en clarifiant les déplacements au sein du quartier et en rendant accessibles des espaces verts jusqu'ici hors d'atteinte.
- Revaloriser l'image du site.

Les réalisations prévues concernent :

- L'aménagement léger des jardins du SK : rampe PMR, assises, kiosque en bois équipé pour de la petite restauration, boulodrome, scène de 40 m<sup>2</sup>, sculpture totem...
- L'aménagement des anciens bureaux vacants du 470 Courtine afin d'accueillir un écosystème d'acteurs innovants (entreprises, start-ups, associations) : évolution de la classification ERP du bâtiment, études d'architectes, aménagement des espaces communs partagés modulables, mise en sécurité électrique, remise en service des équipements techniques...
- La mise en œuvre d'un parcours artistique mettant en connexion 6 sites : œuvres artistiques et fresques colorées.

Calendrier par site :

Jardins SK

- Juin 2025 : Travaux d'aménagement
- Juin-Septembre 2025 : Ouverture au public des jardins, avec possibilité d'extension sur 2025 ou de reconduction les années suivantes.

470 Courtine

- Juin 2025 : Etude de faisabilité et dossier ERP.
- Juillet-Août 2025 : Signature de la convention d'occupation précaire avec PALI PALI et travaux.
- Septembre 2025 : Installation des porteurs de projet.


Parcours artistique

- Juin 2025 : Choix des artistes et mise au point des œuvres.
- Juin-Septembre 2025 : Déploiement artistique.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 35,71%, le taux maximum étant de 50%.

#### **Localisation géographique :**

 NOISY-LE-GRAND

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### **PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagement des jardins du SK : défrichage, rampe d'accès, assises, kiosque de restauration, éclairage, boulodrome, semis gazons, plantations...	100 000,00	23,81%
Travaux et aménagement du 470 Courtine : éclairage, mise en sécurité, aménagement de l'accueil et des espaces communs	125 000,00	29,76%
Etudes techniques	20 000,00	4,76%
Architecte	25 000,00	5,95%
Réalisation du parcours artistique : prestation spécialisées, matériaux de production, impression des supports	150 000,00	35,71%
Total	420 000,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	124 911,00	29,74%
Subvention Région	150 000,00	35,71%
Autres subventions publiques (maquette PPA)	145 089,00	34,55%
Total	420 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX094400 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Ouverture du parc de la Villa Michot" A VILLIERS-SUR-MARNE (94)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041411-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	222 048,00 € HT	20,54 %	45 600,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		45 600,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS-SUR-MARNE

Adresse administrative : PLACE DE L HOTEL DE VILLE  
94350 VILLIERS SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jacques Alain BENISTI, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Ouverture du parc de la Villa Michot au public, avec le test d'activités associatives et artistiques en préfiguration de l'aménagement d'un espace culturel sur le site

**Dates prévisionnelles** : 18 mai 2025 - 18 mai 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

**Description :**

Le projet porte sur la transformation d'une ancienne propriété privée de 8 651 m², les jardins de la Villa Michot, en espace vert ouvert au public dès l'été 2025. L'ouverture du site doit permettre de tester différentes activités associatives et culturelles : jardins communautaire, restauration « ginguette », événements culturels, installations artistiques.

Le projet poursuit plusieurs objectifs :

- Valoriser le patrimoine bâti vacant et l'îlot de fraîcheur urbaine.
- Créer du lien social et soutenir le dynamisme économique local.
- Favoriser l'appropriation par la communauté de ce nouvel espace public et expérimenter de nouveaux usages.
- Co-concevoir la transformation du site en un espace culturel accessible à tous : animation d'ateliers créatifs (expositions, lectures publiques, ateliers pour seniors, café poésie, thaï chi, « histoire pour le goûter » etc.)

Les réalisations prévues comprennent :

- La mise aux normes et la sécurisation du site.
- La remise en état du logement du gardien.
- Le réaménagement paysager du parc, la création de potagers, la déconstruction de la piscine et l'aménagement d'un bassin.
- L'installation de mobilier urbain.

Calendrier :

- 18 mai 2025 : Finalisation des travaux engagés dans le cadre de la subvention et inauguration du parc.
- 2026 : Ajustement de la programmation du parc et réouverture pour la période estivale.

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 20,54%, le taux maximum étant de 50%.

#### Localisation géographique :

 VILLIERS-SUR-MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de mise aux normes et création de WC	42 284,00	19,04%
Mobilier	6 859,00	3,09%
Aménagements paysagers (parc, potagers, bassin)	145 599,00	65,57%
Déconstruction de la piscine	12 270,00	5,53%
Panneaux pédagogiques	15 036,00	6,77%
Total	222 048,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	156 987,00	70,70%
Subvention Région	45 600,00	20,54%
Etat - Fonds vert	19 461,40	8,76%
Total	222 048,40	100,00%



**DOSSIER N° EX094411 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Centre-ville élargi" A AUBERVILLIERS (93)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041411-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	44 666,00 € HT	50,00 %	22 332,50 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		22 332,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'AUBERVILLIERS  
Adresse administrative : 7 RUE ACHILLE DOMART  
93300 AUBERVILLIERS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Karine FRANCKET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Activation tactique de deux sites aux extrémités du centre-ville, par la réalisation d'une fresque au sol place du Marché et l'aménagement d'un passage piéton ludique vers les berges

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2026 - 1 septembre 2030

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Depuis fin 2024, dans le cadre de la requalification d'ensemble du centre-ville d'Aubervilliers avec l'arrivée de la ligne 15 du Grand Paris Express, la Ville développe un projet d'urbanisme transitoire sur deux sites aux extrémités du centre-ville :

- La place Rosa Parks, accueillant le marché du centre-ville. Actuellement délaissée en dehors des plages horaires du marché, elle représentera, durant les travaux de la ligne 15 du GPE, une centralité incontournable.
- Une parcelle en friche de 1000 m<sup>2</sup> sur les berges du Canal Saint-Denis. Premier espace libéré des constructions insalubres, qui doit devenir un futur espace vert.

La démarche d'urbanisme transitoire a plusieurs objectifs :

- Accompagner l'agrandissement du centre-ville d'Aubervilliers en réponse aux attentes des usagers.
- Maintenir, développer de nouvelles centralités et les mettre en dialogue.
- Ouvrir une réflexion sur l'hospitalité des espaces publics (inclusivité, végétalisation...).

En complément des premiers aménagements réalisés, les réalisations prévues concernent :

- Un marquage au sol temporaire, sous forme de flèches, pour orienter les flux entre les deux sites.

- Sur la Place du marché, la réalisation d'une fresque au sol en concertation avec les enfants des écoles élémentaires de proximité, embellissement artistique des potelets de 1m placés aux abords de la place pour lutter contre le stationnement sauvage.
- L'aménagement d'un passage piéton ludique entre le boulevard Félix Faure et les berges (en collaboration avec le département de Seine-Saint-Denis) et la réalisation de cheminements sur la parcelle pour permettre une meilleure accessibilité et réduire les coûts d'entretien.
- La production d'un livre de restitution du travail mené sur ces différents espaces, ainsi qu'une campagne d'affichage en ville.

Calendrier :

- Mars 2026 - été 2026 : 2nd phase des aménagements transitoires, en cours de validation par les élus et en attente du vote du budget à la suite des élections municipales.
- Septembre 2030 : fin de la période de préfiguration

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%.

#### Localisation géographique :

 AUBERVILLIERS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fresque au sol, intervention sur les potelets	23 833,00	53,36%
Aménagement d'un passage piéton ludique	6 667,00	14,93%
Conception de supports de communication (livres, affichages)	14 166,00	31,72%
Total	44 666,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	22 333,00	50,00%
Subvention Région	22 333,00	50,00%
Total	44 666,00	100,00%

**DOSSIER N° EX095745 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Aménagement transitoire d'une aire de stationnement place Beaumarchais" A MONTEREAU-FAULT-YONNE (77)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041411-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	385 910,00 € HT	18,14 %	70 000,00 €
Montant total de la subvention			70 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE  
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES  
77875 MONTEREAU FAULT YONNE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur JAMES CHERON, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Aménagement d'un parking provisoire dans le cadre du NPNRU autour de la place Beaumarchais, en préfiguration de l'aménagement d'un jardin sur ce site

**Dates prévisionnelles** : 2 février 2026 - 2 février 2031

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Au sein du QPV de Surville, dans le cadre du projet de requalification globale et d'apaisement de la place Beaumarchais à horizon 2030, la Ville de Montereau-Fault-Yonne propose l'aménagement transitoire d'un espace de stationnement pour une durée de cinq ans sur une parcelle à l'état de friche, afin de maintenir le fonctionnement du marché et son accessibilité pour les forains.

Dans le cadre du NPNRU, la place prévoit à terme l'aménagement d'une halle couverte pour les forains et végétalisation de la place faisant actuellement office de parking, démolition des bâtiments dégradés et constructions de logements sociaux, d'une résidence étudiante et d'une résidence intergénérationnelle.

Le projet de parking provisoire poursuit plusieurs objectifs :

- Proposer une offre de stationnement provisoire pour atténuer le temps long du projet global de réaménagement de la place Beaumarchais, dans un souci d'acceptabilité du chantier.
- Maintenir l'économie locale du quartier, en accompagnant l'ouverture de la nouvelle halle couverte dédiée au marché dès 2025.

- Permettre une appréhension de ce nouvel espace public par les habitants, en préfiguration d'un parc sur cette parcelle : déplacement des bacs potagers de l'actuelle résidence sénior Bellefeuille sur le parking afin de proposer des activités hors les murs aux résidents, promenades urbaines ponctuelles pour reconnaître la biodiversité « sauvage » en milieu urbain, communication sur le devenir du site...

Les réalisations prévues concernent l'aménagement du parking transitoire (avec la conservation de certains arbres de la parcelle) : terrassement ; travaux d'assainissement, de voirie et de réseaux ; mobilier et signalisation.

Calendrier :

- 2026 : Engagement des travaux et livraison du parking provisoire et de la phase 1 de l'espace public place Beaumarchais.
- T4 2027 : Livraison de la résidence intergénérationnelle et démolition du foyer Bellefeuille (site du parking pérenne).
- 2030 : Livraison de la phase 2 de l'espace public place Beaumarchais et des logements. Aménagement du parc sur la parcelle

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 18,14%, le taux maximum étant de 50%.

#### Localisation géographique :

 MONTEREAU-FAULT-YONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantiers et travaux préparatoires : terrassements généraux	90 750,00	23,52%
Travaux assainissement et réseaux divers	167 150,00	43,31%
Travaux voirie et trottoirs	121 650,00	31,52%
Mobiliers, signalisation	6 360,00	1,65%
Total	385 910,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	315 910,00	81,86%
Subvention Région	70 000,00	18,14%
Total	385 910,00	100,00%

**DOSSIER N° EX095746 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Tinta'mare" A VITRY-SUR-SEINE (94)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041411-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	290 000,00 € HT	24,14 %	70 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		70 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VITRY SUR SEINE  
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE  
94400 VITRY SUR SEINE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Pierre BELL-LLOCH, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Préfiguration d'un îlot-jardin au sein d'une friche du secteur des Ardoines, structuré autour d'une mare pédagogique, d'une offre de restauration et d'une halle productive autour des métiers du bois

**Dates prévisionnelles** : 30 juillet 2025 - 30 juillet 2030

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

**Description :**

Le projet « Tinta'mare » porte sur l'aménagement transitoire d'un tiers-lieu semi-plein air au sein d'une ancienne parcelle industrielle de 2000 m², pour accompagner la mutation du quartier des Ardoines à Vitry-sur-Seine et la structuration d'un pôle multimodal (RER C, gare ligne 15 du Grand Paris Express, TZE 5, A86).

Ce lieu hybride, axé sur la convivialité, sera équipé d'une mare pédagogique, d'un restaurant-bar, un pôle bureau avec librairie éphémère, un atelier construction bois modulable et un terrain d'aventure.

Les objectifs de l'initiative sont les suivants :

- Préfigurer l'aménagement d'une mare pédagogique qui accueillera le public scolaire de Vitry pour des ateliers de sensibilisation à l'environnement.
- Préfigurer l'ouverture d'un restaurant-bar proposant des repas locaux à petit prix, autour de la mare ou

sur la terrasse haute offrant une vue à 180° sur le jardin, en lien avec les associations culturelles locales.

- Amorcer l'occupation transitoire du site qui prévoit l'accueil d'un terrain d'aventure pour les enfants, une dizaine de jeux d'eaux, des bureaux pour des structures de l'ESS et un « atelier des Géants » (une halle productive abritant un espace de construction en bois massif et un espace de formation aux métiers manuels du bois, ouvert au public le week-end).

La demande de subvention porte sur les dépenses suivantes :

- La poursuite de l'étude de faisabilité.
- La viabilisation du terrain et la sécurisation de la parcelle.
- La mise en accessibilité du lieu pour l'accueil du public.
- L'expérimentation de la mise en place de l'espace convivialité : terrasse et toit terrasse.


Calendrier :

- Mai 2025 : Premier chantier participatif autour de la mare (ne concerne pas la subvention)
- Jusqu'à juillet 2026 : Travaux et aménagements intérieurs avant ouverture
- Fin juillet 2026 : Première ouverture au public ponctuelle avec offre de restauration.

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 24,14%, le taux maximum étant de 50%.

#### Localisation géographique :

 VITRY-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Viabilisation du site (bloc électrique, arrivée d'eau, sécurité, clôture)	150 000,00	51,72%
Etude d'architecte globale	55 000,00	18,97%
Installation de micros pieux	8 000,00	2,76%
Construction de la terrasse et du toit-terrasse	63 000,00	21,72%
Aménagement paysager de la parcelle dont personnel	14 000,00	4,83%
Total	290 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	220 000,00	75,86%
Subvention Région	70 000,00	24,14%
Total	290 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX094304 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Médiathèque transitoire à la pyramide Jean Didier" A MARY-SUR-MARNE (77)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041511-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	261 000,00 € TTC	35,00 %	91 350,00 €
Montant total de la subvention			91 350,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OURCQ  
Adresse administrative : 2 AVENUE LOUIS DELAHAYE  
77440 OCQUERRE  
Statut Juridique : Communauté de Communes  
Représentant : Monsieur Pierre EELBODE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Implantation d'un espace culturel temporaire dans la pyramide Jean Didier, pendant 3 ans, afin de préfigurer les usages d'un futur équipement dédié à la lecture publique

**Dates prévisionnelles** : 29 septembre 2025 - 2 mars 2029

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'initiative consiste à tester l'implantation d'un espace culturel de lecture publique au sein de 300 m² de locaux vacants de la pyramide Jean Didier à Mary-sur-Marne. L'occupation d'une durée de trois ans doit préfigurer un futur équipement culturel intercommunal.

Le projet se présente sous la forme d'une petite médiathèque dotée d'espaces dédiés aux œuvres littéraires, artistiques, et au multimédia. Elle sera équipée d'un accueil, de rayonnages, d'un espace de lecture, espace enfants, espace scénique (dédié aux interventions et à la lecture de contes), studio à isolation phonique dédié à l'écoute musicale, de postes de travail avec ordinateurs ou encore d'un espace détente. Cette programmation permettra de renforcer l'offre de lecture publique tout en testant de nouveaux usages.

Les principaux objectifs du projet sont :

- Initier une amélioration de la politique territoriale de lecture publique, dont le réseau sera animé par la CCPO, en charge de la gestion du tiers-lieu transitoire.

- Retrouver un esprit convivial aux allures de médiathèque.
- Accueillir au moins 3 fois dans l'année chaque classe du Pays de l'Ourcq.

La demande de subvention porte spécifiquement sur les travaux nécessaires à la mise en place de l'espace : mobilier, chauffage, peinture, plomberie, revêtement du sol, sécurité...

Calendrier :

- Fin septembre 2025 : démarrage des travaux (dont le marché public est déjà publié)
- Début mars 2026 : ouverture au public de l'espace culturel transitoire

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 35%, le taux maximum étant de 50%.

#### Localisation géographique :

■ MARY-SUR-MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (sol, faux plafond, menuiserie, plomberie, peinture, chauffage)	213 000,00	81,61%
Bureau de contrôle, missions SSI et CSS	10 000,00	3,83%
Achat de mobilier	38 000,00	14,56%
Total	261 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	147 850,00	56,65%
Subvention Région	91 350,00	35,00%
Subvention Département de Seine-et-Marne	21 800,00	8,35%
Total	261 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX094388 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Actions d'urbanisme tactique et transitoire à la Grande Borne" A GRIGNY (91)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041511-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	695 000,00 € HT	11,51 %	80 000,00 €
Montant total de la subvention			80 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE  
SENART  
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES  
91080 EVRY COURCOURONNES  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur MICHEL BISSON, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Actions d'urbanisme tactique et transitoire dans la Grande Borne pour accompagner les chantiers dans le cadre du NPNRU

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2025 - 1 septembre 2029

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

**Description :**

Au sein de la ZAC Grande Borne Ouest, à cheval sur Grigny et Viry Chatillon, le projet propose le déploiement d'actions d'urbanisme transitoire et tactique. Ces actions visent à accompagner en termes de préfiguration d'usages et de cadre de vie, la transformation des Places Hautes, espaces centraux du quartier de la Grande Borne en phase de renouvellement urbain jusqu'à 2030.

Le projet poursuit les objectifs suivants :

- Accompagner les phases successives des chantiers.
- Améliorer le cadre de vie en empêchant les occupations déviantes des espaces publics délaissés après la première phase de relogement.
- Tester les usages du futur projet urbain (logements, équipements et espaces publics).
- Faire de la Grande Borne un exemple de quartier durable.

Les réalisations prévues concernent :

- Le travail d'un AMO coordinateur pour harmoniser les actions d'urbanisme transitoire et pour conserver les liens entre les parties prenantes.
- L'animation des places centrales actuellement délaissées pour des raisons sécuritaires, afin d'améliorer le cadre vie : valorisation des acteurs présents, démarche de co-conception avec les associations du quartier, réflexion de design urbain...
- L'occupation temporaire des cellules nouvellement livrées afin de tester diverses activités : lieu socio-culturel, commerce temporaire, ressourcerie transitoire, cantine solidaire transitoire, conciergerie transitoire...
- La renaturation progressive de l'espace pour lutter contre les îlots de chaleur urbains : création de plantations et/ou pépinières, la mise en place de « jardins spontanés » avec les habitants, aménagement de parcours raccordant les espaces publics...

Une aire de jeux transitoire, coconstruite et inclusive, en lien avec le patrimoine artistique de la Grande Borne qui a été conçue comme une « cité de l'enfant » dans les années 1960 : réinterprétation des œuvres d'art existantes, construction participative, phase transitoire de test des modules...

Calendrier lié aux 2 phases du chantier NPNRU :

- T2 2025 : Phase d'incubation (définition de la stratégie globale d'urbanisme transitoire par La Belle Friche, diagnostic patrimoine et définition de la stratégie de préservation des œuvres d'art, rencontre avec les associations des Hautes Noues pour synthétiser les besoins).
- T4 2025 – T3 2026 : Initialisation de la démarche de concertation, définition des actions précises à mener avec l'AMO Coordinateur, programmation de l'aire de jeux transitoire.
- Eté 2026 : Premières actions transitoires (réalisation de l'aire de jeux) et analyse pour la suite.
- 2027-2029 : Reconduction des actions au fur et à mesure des concertations.
- Jusqu'à 2032 : Accompagnement des projets déjà réalisés afin de soutenir la nouvelle vie de quartier et lancement d'activités test dans de nouvelles cellules.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 11,51%, le taux maximum étant de 50%.

#### **Localisation géographique :**

■ GRIGNY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation d'accompagnement : stratégie d'urbanisme transitoire	165 000,00	23,74%
Végétalisation et travaux de préverdissement	140 000,00	20,14%
Création de parcours artistiques	40 000,00	5,76%
Aire de jeux transitoire	350 000,00	50,36%
Total	695 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	156 764,00	22,56%
Subvention Région	80 000,00	11,51%
Bailleur social	120 000,00	17,27%
Subvention Démonstrateur de la Ville Durable - Etat	338 236,00	48,67%
Total	695 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX094410 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Action pilote du Grand Chemin" AU PRE-SAINT-GERVAIS (93)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041511-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	121 155,00 € HT	41,27 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : EST ENSEMBLE

Adresse administrative : 100 AVENUE GASTON ROUSSEL  
93230 ROMAINVILLE

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur Patrice BESSAC, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Activation tactique d'un site du Grand Chemin sous forme d'expérimentation, à travers des chantiers participatifs et la construction d'un récit collectif

**Dates prévisionnelles** : 19 mai 2025 - 27 septembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

**Description :**

Le projet s'inscrit dans la préfiguration du Grand Chemin, boucle paysagère de 55km sur le pourtour du plateau de Romainville, descendant jusqu'à la plaine de l'Ourcq. L'EPT Est Ensemble souhaite mener une « action pilote » sur un site du Pré-Saint-Gervais, représenté par la rue Jules Jacquemin.

Cette rue se situe en bordure du nouveau QPV Jaurès-Séverine, où le démarrage des travaux du Grand Chemin est prévu pour 2027. Les aménagements du projet transitoire seront co-définis par des ateliers préalables. Les actions d'activation consistent en des aménagements tactiques (installation de mobilier, plantation, test piétonnisation) à travers des chantiers participatifs, programmation festive et la construction d'un récit collectif.

Les objectifs du projet sont :

- Préfigurer les périmètres toujours en étude du Grand Chemin.
- Associer les usagers à la transformation du lieu de vie.

- Favoriser la réappropriation des espaces désertés.

Les réalisations prévues incluent :

- Le test de la piétonnisation d'une partie de la rue Jules Jacquemin, entre l'école Suzanne Lacore et la place Henri Sellier, avant que cette transformation ne soit actée par les travaux définitifs.
- L'installation de mobilier, espaces d'assise, plantations, jardinières et une mise en couleur pour favoriser l'appropriation de ce nouvel espace public.

Calendrier :

- Mai à juin 2025 : Co-conception avec les usagers
- Juillet à septembre 2025 : Co-construction des éléments par des chantiers participatifs
- Octobre 2025 à fin 2026 : Observations et améliorations
- Début 2027 : Transformation des aménagements provisoires en aménagements définitifs à la suite d'une concertation publique.

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 41,27%, le taux maximum étant de 50%.

#### Localisation géographique :

-  BAGNOLET
-  LE PRE-SAINT-GERVAIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Co-conception et réalisations collectives	51 315,00	42,35%
Travaux d'accompagnement (voirie)	12 000,00	9,90%
Amélioration et adaptation du mobilier	19 590,00	16,17%
Frais de production et matériaux	38 250,00	31,57%
Total	121 155,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	46 892,00	38,70%
Subvention Région	50 000,00	41,27%
Métropole du Grand Paris	24 263,00	20,03%
Total	121 155,00	100,00%

**DOSSIER N° EX095744 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Rénovation participative, artistique et solidaire du Morillon" A MONTREUIL (93)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-204181-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	27 914,82 € TTC	50,00 %	13 957,41 €
Montant total de la subvention			13 957,41 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : EEH OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT EST  
ENSEMBLE HABITAT

Adresse administrative : 17 RUE MOLIERE  
93100 MONTREUIL

Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial

Représentant : Monsieur SEBASTIEN JOLIS, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Accompagnement de la rénovation du quartier du Morillon par une démarche centrée sur la participation citoyenne, l'expression artistique et la mobilité durable

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2025 - 1 février 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urbanisme transitoire a vocation à investir les temps courts de l'aménagement. Les projets sont développés dans des délais contraints et ont des durées limitées, parfois de quelques mois uniquement, car ils doivent s'insérer avant les projets d'aménagement pérennes.

**Description :**

Le projet consiste en la mise en œuvre d'actions participatives artistiques et événementielles pour accompagner la rénovation du quartier Morillon et alimenter la concertation citoyenne autour du NPNRU.

Les interventions, associant le bailleur social Est Ensemble Habitat et la compagnie de théâtre Koshka Luna, se concentrent sur 2 places, la place centrale Le Morillon et la place Descartes. Elles portent sur les espaces publics en pied d'immeuble, à travers des happenings artistiques, concerts, couleurs au sol et sessions de formation dédiées la pratique du vélo.

La démarche a plusieurs objectifs :

- Désamorcer les tensions liées aux chantiers du NPNRU et du programme « Mobilité douce ».
- Favoriser la concertation urbaine par les arts et impulser de nouveaux usages par la pratique du vélo,

ces deux démarches se croisant pour permettre la mobilisation totale des habitants.

- Renforcer la cohésion sociale par des événements inclusifs.

Les dépenses prévues concernent :

- La réalisation de marquages au sol pédagogique et sécurisé pour la pratique du vélo place Descartes.  
- L'achat d'équipements (tentes, sonorisation, câbles, machine à barbe à papa...) pour les animations de plein air.

Calendrier :

- Juin 2025 : Ateliers vélo (place Descartes), ateliers dessin/poésie (Kiosque Morillon), Fête du Morillon (place Le Morillon et place Descartes), rédaction de 3 gazettes participatives et permanences NPNRU hors les murs.

- Septembre - Octobre 2025 : Fresque et banquet citoyen « Le Renouveau !! » avec bal et karaoké (place Le Morillon).

- Novembre 2025 - Février 2026 : Ateliers slams et enregistrement d'un album sonore participatif avec restitution publique.

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 50%, le taux maximum étant de 50%.

#### Localisation géographique :

 MONTREUIL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Marquages au sol	15 600,00	55,88%
Tentes étoile	8 326,15	29,83%
Sonorisation et effets scéniques	3 036,04	10,88%
Equipements logistiques	952,63	3,41%
Total	27 914,82	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	13 957,41	50,00%
Subvention Région	13 957,41	50,00%
Total	27 914,82	100,00%

**DOSSIER N° EX095854 - DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE - UT18 - "Cheminement temporaire dans la ZAC Bercy-Charenton" A PARIS 12 (75)**

**Dispositif** : Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire (n° 00000961)

**Délibération Cadre** : CR101-16 modifiée du 16/06/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-204181-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	70 000,00 € HT	28,57 %	20 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SEMAPA SOC ETUDE MAITRISE  
OUVRAGE AMENAGEMENT PARISIENNE  
Adresse administrative : 69 RUE DU CHEVALERET  
75013 PARIS  
Statut Juridique : Société Anonyme  
Représentant : Madame SANDRINE MOREY, Directrice générale

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Cheminement temporaire permettant de traverser les emprises ferroviaires de manière sécuritaire et de relier le métro 14 au tramway, en préfiguration du prolongement de la rue Baron-Leroy à horizon 2030

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2026 - 1 septembre 2030

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Dans le cadre de la ZAC Bercy-Charenton, l'initiative propose l'aménagement d'une passerelle et d'un cheminement sécurisé temporaire traversant des emprises logistiques et ferroviaires en activité de la SNCF, entre Paris et Charenton, dans l'attente du prolongement de la rue Baron-Le Roy qui doit être réalisée à l'horizon 2028-2030.

Il s'agit à terme de relier l'arrêt de métro 14 "Cour Saint-Emilion" à la station de tramway T3a "Baron Le Roy" par un tracé plus court et sécurisé que le contournement actuellement proposé le long de la Seine et du boulevard Poniatowski.

Les objectifs du projet sont :

- Préfigurer la mutation du quartier, notamment le prolongement de la rue Baron-Le-Roy.
- Désenclaver le secteur en proposant un cheminement sécuritaire à destination des piétons, des cyclistes et des PMR.
- Reconnecter efficacement les pôles de transports (métros et tramway) et créer du lien entre les pôles



attracteurs.

- Assurer une réversibilité totale du cheminement.

Les réalisations prévues concernent :

- La stabilisation du sol du cheminement avec de la grave.
- L'implantation de clôtures avec panneaux pédagogiques expliquant le projet de la ZAC.
- La création de fosses en terre-pierre pour la gestion des eaux pluviales.
- L'éclairage du cheminement.
- Le traitement du dénivelé d'environ cinq mètres, par un dispositif de rampe d'accès.

Calendrier :

- Début 2026 : Lancement des travaux
- Septembre 2026 : Ouverture au public
- 2028 - 2030 : travaux d'aménagement définitif

#### Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire. Il est appliqué un taux de 28,57%.

#### Localisation géographique :

 PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement du cheminement piéton et cyclable	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Porteur de projet	50 000,00	71,43%
Subvention Région	20 000,00	28,57%
Total	70 000,00	100,00%